

1992, chapitre 21

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Projet de loi 15

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux

Présenté le 14 mai 1992

Principe adopté le 2 juin 1992

Adopté le 23 juin 1992

Sanctionné le 23 juin 1992

Entrée en vigueur: aux dates fixées par le gouvernement sauf les dispositions des articles 1, 10 à 16, 21, 41 à 45, 53 à 55, 57, 58, 62 à 67, celles des articles 619.1, 619.5 à 619.7, 619.16, 619.17, 619.47 et 619.69 à 619.71 édictés par l'article 68 et celles du paragraphe 3° de l'article 101 et des articles 105, 111, 112, 115, 376, 377, 379, 380 et 382 à 386 qui entrent en vigueur le 23 juin 1992

— 30 septembre 1992: aa. 104, 381
G.O., 1992, Partie 2, p. 6149

— 1^{er} octobre 1992: aa. 2 à 9, 17 à 20, 22 à 40, 46 à 52, 56, 59 à 61, 68 [aa. 619.2 à 619.4, 619.8 à 619.15, 619.18 à 619.46, 619.48 à 619.68], 69 à 77, 79 à 81, 83 à 100, 101, par. 1°, 2°, 4°, 102, 103, 106 à 110, 114, 116 à 299, 300, par. 1°, 2°, 311, par. 1°, 320, par. 2°, 322, 327, par. 1°, 328, 329, par. 2°, 330, 333 à 364, 370 à 375
G.O., 1992, Partie 2, p. 6149

Lois modifiées:

Code civil du Bas Canada

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)

Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)

Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3)

Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)

Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

(Suite à la page suivante)

Lois modifiées (suite)

Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37)
Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)
Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)
Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)
Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)
Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)
Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3)
Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)
Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8)
Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)
Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1)
Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)
Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)
Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7)
Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)
Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (L.R.Q., chapitre P-16.1)
Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)
Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01)
Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)
Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)
Loi sur le régime de négociations des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1)

(Suite à la page suivante)

Lois modifiées (suite)

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)
Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)
Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)
Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01)
Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1)
Code de procédure pénale (1987, chapitre 96)
Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique (1990, chapitre 55)
Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42)
Loi sur le Conseil médical du Québec (1991, chapitre 56)
Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)
Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être (1992, chapitre 8)

Loi abrogée:

Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux (1991, chapitre 22)



CHAPITRE 21

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives

[Sanctionnée le 23 juin 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Modalités
d'applica-
tion de
la loi

1. Les dispositions de la présente loi ont pour objet de permettre l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) modifiée par la présente loi.

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

1991, c. 42,
a. 19, mod.

2. L'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot «tribunal», des mots «ou d'un coroner dans l'exercice de ses fonctions».

1991, c. 42,
a. 38, mod.

3. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, au dernier alinéa, des mots «à l'utilisateur et au professionnel concernés» par les mots «au conseil d'administration».

1991, c. 42,
a. 39, remp.

4. L'article 39 de cette loi est remplacé par le suivant:

Décision
motivée

«**39.** Le directeur général avise le cadre supérieur de la décision motivée prise par le conseil d'administration concernant la plainte de l'utilisateur visée à l'article 38. Le cadre supérieur en informe par écrit l'utilisateur et le professionnel concerné. ».

1991, c. 42,
a. 41, mod.

5. L'article 41 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Information
écrite

« Dans ces cas, le cadre supérieur en informe par écrit l'utilisateur. ».

1991, c. 42,
a. 77, mod.

6. L'article 77 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « tout centre exploité ou ».

1991, c. 42,
a. 89, remp.

7. L'article 89 de cette loi est remplacé par le suivant :

Institut
universi-
taire

« **89.** Le ministre, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, peut, pour une seule discipline médicale, désigner institut universitaire tout centre exploité par un établissement qui, en plus d'exercer les activités propres à la mission d'un tel centre, participe à l'enseignement médical, principalement dans cette discipline médicale, selon les termes d'un contrat d'affiliation conclu conformément à l'article 110, offre des services médicaux ultraspécialisés ou spécialisés ou des services reliés à la médecine familiale, procède à l'évaluation des technologies de la santé et gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par le Fonds de la recherche en santé du Québec. ».

1991, c. 42,
a. 93, mod.

8. L'article 93 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Offre de
services

« Elle peut enfin confier à l'établissement de sa région qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse la responsabilité d'offrir, malgré l'article 82, tout ou partie de ses services dans une région où il n'y a pas d'établissement qui exploite un tel centre. ».

1991, c. 42,
a. 99.1, aj.

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 99, du suivant :

Établis-
sement
public

« **99.1** Un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 98 demeure public même si les installations qu'il maintient ne permettent plus d'héberger plus de 20 personnes ou si, en raison d'une réorganisation des services qu'il dispense, il cesse d'héberger plus de 20 personnes. ».

1991, c. 42,
a. 125, mod.

10. L'article 125 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « Métropolitain » par le mot « Centre ».

1991, c. 42,
a. 131, mod.

11. L'article 131 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la treizième ligne du paragraphe 2° du texte anglais, du mot « aid » par le mot « assistant » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant :

«3.1° trois personnes nommées par les membres de la corporation, lorsque l'établissement est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139;»;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 6°, du mot «et» par le mot «à».

1991, c. 42,
a. 132, texte
anglais,
mod.

12. Le texte anglais de l'article 132 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 2°, du mot «aid» par le mot «assistant».

1991, c. 42,
a. 135, mod.

13. L'article 135 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Une personne mineure ne peut voter lors de cette assemblée. ».

1991, c. 42,
a. 137, mod.

14. L'article 137 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de ce qui suit: «, à l'exception des nominations visées au paragraphe 6° de chacun des articles 129 et 130 lesquelles auront lieu dans les 30 jours suivant la tenue de cette assemblée publique».

1991, c. 42,
a. 139, mod.

15. L'article 139 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, de «, 130 ou» par ce qui suit: «ou 130, au paragraphe 3.1° de l'article 131 ou au paragraphe 4° de l'article»;

2° par le remplacement des quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa par les suivantes: « par des fonds autres que des fonds provenant, en tout ou en partie, de subventions du gouvernement ou autres que des fonds provenant entièrement de souscriptions publiques et que ces ».

1991, c. 42,
a. 154, mod.

16. L'article 154 de cette loi est modifié par le remplacement, dans l'avant-dernière ligne du deuxième alinéa, du mot «par» par le mot «pas».

1991, c. 42,
a. 170, mod.

17. L'article 170 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «, à l'exception de ceux attribués aux membres d'une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 et qui peuvent être exercés conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la présente section. ».

1991, c. 42,
aa. 181.1
et 181.2, aj.

18. Cette loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 181, de ce qui suit:

« § 5.—*Représentation des membres de certaines corporations*Bureau des
gouverneurs

« **181.1** Les membres d'une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 peuvent, par règlement, former un bureau de gouverneurs ou de délégués pour les représenter et déterminer sa composition, les règles de sa régie interne et ses fonctions et devoirs ainsi que le mode de nomination, la durée du mandat et le mode de destitution des gouverneurs ou des délégués.

Disposition
applicable

Le premier alinéa de l'article 168 s'applique, en l'adaptant, aux gouverneurs ou aux délégués et aux procès-verbaux de leurs assemblées.

Avis

Les avis qui doivent être transmis aux membres de la corporation le sont valablement s'ils sont adressés au bureau des gouverneurs ou des délégués.

Exercice
des pouvoirs

« **181.2** Le règlement pris en application de l'article 181.1 peut prévoir que l'exercice des pouvoirs attribués aux membres de la corporation en vertu des articles 129 à 132, 179, 180, 262.1, 327, 330 et 550 peut être confié au bureau des gouverneurs ou des délégués. ».

1991, c. 42,
a. 182, mod.

19. L'article 182 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « 171 à 173, 190, 215, 216, 221, 222, 229, 230 » par ce qui suit : « 29, 38 à 41, 171 à 173, 188, 190, 192, 212, 214, 216 ».

1991, c. 42,
a. 186, mod.

20. L'article 186 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, au deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Toutefois, dans le cas d'un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée et pour lequel un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué en application de l'article 213, le plan d'organisation doit prévoir soit la formation d'un département clinique de médecine générale, soit la formation d'un service médical ou soit la nomination d'un médecin responsable des soins médicaux. » ;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Disposi-
tion non
applicable

« Le deuxième alinéa ne s'applique pas lorsqu'un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée est par ailleurs tenu de former un département clinique de médecine générale en application de l'article 185. ».

1991, c. 42,
a. 193, mod.

21. L'article 103 de cette loi est modifié par la suppression des troisième et quatrième alinéas.

1991, c. 42,
intitulé
texte an-
glais, remp.

22. Le texte anglais de l'intitulé de la sous-section 5 de la section III du chapitre III du titre I de la partie II de cette loi est remplacé par le suivant :

« § 5.—*Director of nursing care* ».

1991, c. 42,
aa. 206 à 208,
texte an-
glais, remp.

23. Le texte anglais des articles 206 à 208 de cette loi est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « head of nursing » par les mots « director of nursing care ».

1991, c. 42,
a. 209, mod.

24. L'article 209 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « durée », de ce qui suit : « de 20 lits ou plus » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot « exploite », de ce qui suit : « un centre d'hébergement et de soins de longue durée de moins de 20 lits, ».

1991, c. 42,
a. 219, mod.

25. L'article 219 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « centre », par les mots « ou plusieurs centres ».

1991, c. 42,
a. 223,
texte an-
glais, mod.

26. Le texte anglais de l'article 223 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistants » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistant » ;

3° par le remplacement, partout où ils se trouvent au deuxième alinéa, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistant » ;

4° par le remplacement, dans la première ligne du dernier alinéa, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistants ».

1991, c. 42,
a. 224,
texte an-
glais, mod.

27. Le texte anglais de l'article 224 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistants » ;

2° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « head of nursing » par les mots « director of nursing care ».

1991, c. 42,
a. 225,
texte an-
glais, mod.

28. Le texte anglais de l'article 225 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistants ».

1991, c. 42,
a. 226,
texte an-
glais, mod.

29. Le texte anglais de l'article 226 de cette loi est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « nurse's aid » par les mots « nursing assistant ».

1991, c. 42,
a. 259.1, aj.

30. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 259, du suivant :

Fonctions
de gestion

« **259.1** Les médecins et les dentistes qui, dans un centre exploité par un établissement, rendent des services pour l'exécution de fonctions de gestion déterminés par règlement du gouvernement pris en vertu du premier alinéa de l'article 506.1 sont payés en vertu d'un programme dont l'administration est confiée à la Régie de l'assurance-maladie du Québec par le gouvernement. Ces services sont rémunérés conformément à une entente conclue dans le cadre de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie. ».

1991, c. 42,
a. 262.1, aj.

31. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 262, du suivant :

Immeuble
excédentaire

« **262.1** Un établissement qui est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 peut, sans autre formalité que celles prévues aux articles 180 et 260, aliéner un immeuble excédentaire lorsque l'acquisition, la construction ou les travaux exécutés sur cet immeuble ont été financés par des fonds autres que des fonds provenant, en tout ou en partie, de subventions du gouvernement ou autres que des fonds provenant entièrement de souscriptions publiques et que ces investissements n'ont pas fait l'objet de remboursement ou de désintéressement.

Produit de
l'aliénation

Le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent être cédés, malgré le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 265, soit à une fondation ou une corporation sans but lucratif visée à l'article 271 pour être utilisés, conformément à l'article 272, pour l'une ou l'autre des fins mentionnées à cet article, soit, si l'autorisation obtenue en vertu de l'article 260 en dispose ainsi, à une autre corporation sans but lucratif dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux.

Fonds
spécial

Ils peuvent également être versés dans un fonds spécial dont l'administration est confiée aux membres de la corporation et être utilisés, conformément à l'article 272, pour l'une ou l'autre des fins mentionnées à cet article.

Dispositions
applicables

Les règles prévues aux deuxième et troisième alinéas s'appliquent également aux fonds constitués par les membres de la corporation avant le 23 juin 1992 et qui ont traditionnellement été administrés par ces derniers.

Transfert
à une
fondation

Un immeuble excédentaire peut aussi être transféré, malgré le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 265, soit à une fondation ou une corporation sans but lucratif visée à l'article 271, soit, si l'autorisation obtenue en vertu de l'article 260 en dispose ainsi, à une autre corporation sans but lucratif dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux.

«immeuble
excédentaire»

Aux fins du présent article, on entend par «immeuble excédentaire», un immeuble pour lequel ni l'établissement, ni la régie régionale concernée, ni le ministre ne prévoit, pour les fins d'un établissement, une quelconque utilisation pour les cinq années subséquentes.

1991, c. 42,
a. 283, mod.

32. L'article 283 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots «, les permutations budgétaires requises à l'intérieur d'un programme» par les mots «et sous réserve des règles budgétaires applicables, les permutations budgétaires requises».

1991, c. 42,
a. 299, mod.

33. L'article 299 de cette loi est modifié par le remplacement, au début du premier alinéa, du mot «Le» par les mots «Avant le».

1991, c. 42,
a. 319, mod.

34. L'article 319 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

Disposition
applicable

« Le deuxième alinéa s'applique également, en l'adaptant, à un établissement visé à l'article 129 lorsque, dans le territoire où est situé le siège social de cet établissement, il n'existe pas déjà un conseil d'administration formé pour administrer d'autres établissements de même nature qui ont leur siège social dans ce territoire ou lorsque la régie régionale, en tenant compte des critères mentionnés à l'article 128, a recommandé au ministre que le futur établissement soit soustrait de l'ensemble des établissements autrement visés dans le territoire et qu'un conseil d'administration soit formé pour administrer uniquement cet établissement. ».

1991, c. 42,
a. 340, mod.

35. L'article 340 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 3° du deuxième alinéa, des mots « Commission médicale régionale » par les mots « commission médicale régionale instituée en vertu de l'article 367, ».

1991, c. 42,
a. 350, mod.

36. L'article 350 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Adminis-
tration et
financement

« Elle est chargée également, aux conditions déterminées par le ministre, de l'administration et du financement des dépenses d'immobilisations effectuées par un établissement public de sa région à l'égard des travaux qu'elle autorise conformément à l'article 263 et des dépenses d'équipements effectuées par cet établissement. ».

1991, c. 42,
a. 359, mod.

37. L'article 359 de cette loi est modifié par la suppression, dans ce qui précède le paragraphe 1°, de ce qui suit : « instituée en vertu de l'article 367 ».

1991, c. 42,
a. 361, mod.

38. L'article 361 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, de ce qui suit : « instituée en vertu de l'article 367 ».

1991, c. 42,
a. 371, mod.

39. L'article 371 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Délégation
d'activités

« La régie régionale peut confier, aux établissements qu'elle détermine, dans le cadre de ses plans régionaux d'organisation de services et en conformité avec les orientations déterminées par le ministre, les activités reliées au programme de santé publique. ».

1991, c. 42,
a. 375.1, aj.

40. Cette loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 375, du suivant :

Région du
Nord-du-
Québec

« **375.1** Le paragraphe 2° de l'article 371 et l'article 372 ne s'appliquent pas dans le cas de la régie régionale instituée pour la région du Nord-du-Québec.

Exercice
de respon-
sabilités

Les responsabilités prévues aux articles 373 à 375 sont alors exercées par le directeur de la santé publique de toute autre régie régionale avec laquelle la régie régionale visée au premier alinéa a conclu une entente à cette fin. Ce directeur ou, s'il y en a plus d'un, celui désigné à cette fin par la régie régionale visée au premier alinéa a également compétence pour faire partie, en vertu du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 367, de la commission médicale régionale instituée pour cette régie régionale. ».

1991, c. 42,
a. 397.1, aj.

41. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 397, du suivant :

Région du
Nord-du-
Québec

« **397.1** Dans le cas de la régie régionale instituée pour la région du Nord-du-Québec, le nombre de membres visés au paragraphe 1° de l'article 397 est de dix. ».

1991, c. 42,
a. 398, mod.

42. L'article 398 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot « Métropolitain » par le mot « Centre ».

1991, c. 42,
a. 405, mod.

43. L'article 405 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 3° du deuxième alinéa, après le mot « général », des mots « ainsi que les cadres supérieurs ».

1991, c. 42,
a. 414, mod.

44. L'article 414 de cette loi est modifié par la suppression des troisième et quatrième alinéas.

1991, c. 42,
a. 421, mod.

45. L'article 421 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° pour 40 %, de personnes élues par les établissements publics, choisies parmi les membres des conseils d'administration de ces établissements, et de personnes élues par les établissements privés, choisies parmi les personnes désignées à cette fin par ces établissements; »;

2° par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, de tout ce qui suit le mot « organismes »;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 4°, du mot « ou » par le mot « et »;

4° par l'addition, à la fin du paragraphe 4°, de ce qui suit : « et celles qui ne font partie ni d'une municipalité régionale de comté, ni d'une communauté urbaine ».

1991, c. 42,
a. 431, mod.

46. L'article 431 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4° du deuxième alinéa, des mots « procède à la coordination » par les mots « veille à la promotion ».

1991, c. 42,
a. 454, mod.

47. L'article 454 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après les mots « attribuer à une », des mots « personne qui exploite une ».

1991, c. 42,
a. 463, mod.

48. L'article 463 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, des mots « y sont afférentes » par les mots « leur sont allouées ».

1991, c. 42,
a. 464, mod.

49. L'article 464 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « sous forme d'enveloppes globales par programme ».

1991, c. 42,
a. 471, mod.

50. L'article 471 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 4° exercer les activités prévues aux paragraphes 1°, 2° ou 3° à l'égard d'un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ou d'un conseil régional institué en vertu de cette loi. ».

1991, c. 42,
a. 489, mod.

51. L'article 489 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, des mots « tout centre » par les mots « toute installation maintenue par un établissement » ;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « ce centre » par les mots « cette installation ».

1991, c. 42,
a. 505,
texte ang.
mod.

52. Le texte anglais de l'article 505 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 29°, du mot « practice » par le mot « health ».

1991, c. 42,
a. 506, mod.

53. L'article 506 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 4°, du mot « centre » par le mot « établissement ».

1991, c. 42,
a. 506.1, aj.

54. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 506, du suivant :

Fonctions
de gestion

« **506.1** Le gouvernement peut par règlement déterminer les services qui sont rendus par un médecin ou un dentiste, pour l'exécution de fonctions de gestion, dans un centre exploité par un établissement et qui peuvent être rémunérés conformément à l'article 259.1.

Enveloppe
budgétaire

Le gouvernement détermine l'enveloppe budgétaire devant servir à défrayer la rémunération des fonctions de gestion visées au premier alinéa, cette détermination devant tenir compte des ententes visées à l'article 259.1. ».

1991, c. 42,
a. 507, mod.

55. L'article 507 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « résiliation d'engagement, de non-renouvellement autres que ceux résultant d'un recours en déchéance de charge, » par les mots « congédiement, de résiliation d'engagement ou de non-renouvellement, autres que ceux résultant d'une déchéance de charge, ainsi que les cas ».

1991, c. 42,
a. 510, mod.

56. L'article 510 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant :

« 2° d'évaluer ce programme d'accès et, le cas échéant, d'y suggérer des modifications. ».

1991, c. 42,
a. 522, mod.

57. L'article 522 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

1991, c. 42,
a. 527, mod.

58. L'article 527 de cette loi est modifié par la suppression de la dernière phrase du premier alinéa.

1991, c. 42,
a. 544, mod.

59. L'article 544 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

Territoire

« Cet établissement exerce ses activités à l'égard du même territoire que celui sur lequel il avait compétence avant le jour de la continuation et ce, malgré toute disposition inconciliable de la présente loi mais seulement, le cas échéant, jusqu'à ce que les dispositions des articles 619.48 à 619.51 trouvent application. ».

1991, c. 42,
a. 551, mod.

60. L'article 551 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

Établis-
sement
privé

« Malgré le paragraphe 1° de l'article 98, est aussi un établissement privé tout établissement constitué en corporation sans but lucratif avant le 1^{er} juin 1972, qui exerce des activités propres à la mission d'un centre local de services communautaires et qui, le (indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 551 du chapitre 42 des lois de 1991), est titulaire d'un permis délivré à cette fin. Un tel établissement continue d'être régi par les règles qui sont applicables au financement de ses activités durant l'exercice financier commencé le 1^{er} avril 1992 et ce, jusqu'au 31 mars 1993, date à laquelle il doit avoir conclu une convention de financement conformément à l'article 475. ».

1991, c. 42,
aa. 554 et
555, remp.

61. Les articles 554 et 555 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Droits et
obligations
continues

« **554.** Tout conseil de la santé et des services sociaux institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), telle qu'elle se lisait avant la date de l'entrée en vigueur du présent article, autre que ceux visés à l'article 620, cesse d'exister sur son territoire à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent article et les droits et obligations d'un tel conseil deviennent, sans autre formalité, les droits et obligations de la régie régionale instituée en vertu de la présente loi et dont le siège social

est situé au même endroit que celui où se trouvait le siège social de ce conseil.

Régie
régionale

« **555.** Une régie régionale qui succède à un conseil de la santé et des services sociaux en vertu de l'article 554 exerce toutes les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi à l'égard du même territoire que celui sur lequel le conseil auquel elle succède avait auparavant compétence et ce, malgré toute disposition inconciliable de la présente loi mais seulement, le cas échéant, jusqu'à ce que les dispositions des articles 619.54 à 619.60 trouvent application. ».

1991, c. 42,
a. 558, mod.

62. L'article 558 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

1991, c. 42,
a. 599, mod.

63. L'article 599 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Centre de
protection
de l'enfance

« Lorsque, en raison de l'absence d'établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse dans la région, seulement deux des quatre postes peuvent être comblés en vertu du troisième alinéa, le ministre nomme, dans ce cas, deux autres personnes qui sont également considérées être des personnes élues par la population en vertu du paragraphe 1° de l'article 130. ».

1991, c. 42,
a. 601, mod.

64. L'article 601 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première phrase du deuxième alinéa, de « , 130 ou » par ce qui suit : « ou 130, du paragraphe 3.1° de l'article 131 ou du paragraphe 4° de l'article ».

1991, c. 42,
a. 606, mod.

65. L'article 606 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du chiffre « 99 » par le chiffre « 99.1 ».

1991, c. 42,
a. 606.1, aj.

66. Cette loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 606, du suivant :

Contestation
d'élection

« **606.1** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission des affaires sociales une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de la présente section ainsi qu'en vertu des articles 619.6 et 619.52.

Juridiction

Sauf à l'égard des affaires pendantes le 14 mai 1992, la Commission des affaires sociales a juridiction exclusive pour entendre une telle requête.

Requête

Une requête en contestation ou annulation d'élection présentée en vertu du présent article est réputée être une requête présentée

en vertu du paragraphe *f* de l'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34).

Dispositions
applicables

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 148 s'appliquent dans ce cas. ».

1991, c. 42,
a. 614,
ramp.

67. L'article 614 de cette loi est remplacé par les suivants :

Fonction
continué

« **614.** La personne qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'article 552, occupe le poste de directeur général d'un établissement visé à l'article 126 continue d'occuper ce poste jusqu'à l'expiration de son contrat.

Fonction
continué

Il en est de même pour la personne qui occupe le poste de directeur général d'un établissement qui, en application de l'article 128, est administré par un conseil d'administration formé pour n'administrer que cet établissement.

Fonction
continué

« **614.1** La personne qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'article 554, occupe le poste de directeur général d'un conseil régional auquel succède une régie régionale en application de cet article continue d'occuper ce poste auprès de cette régie régionale jusqu'à l'expiration de son contrat.

Nomination
du directeur
général

« **614.2** Le conseil d'administration des établissements visés aux articles 119 à 125, sauf s'il s'agit d'un établissement visé au deuxième alinéa de l'article 614, doit, le plus tôt possible après le 23 juin 1992, procéder à la nomination du directeur général des établissements concernés conformément aux normes édictées par règlement du gouvernement pris en vertu de l'article 507 mais sous réserve des dispositions suivantes :

1° le concours tenu en vue de sélectionner un tel directeur général n'est ouvert qu'aux directeurs généraux des établissements concernés ainsi qu'à toute personne qui, le 23 juin 1992, occupe temporairement depuis au moins un an l'un des postes concernés de directeurs généraux ou qui, le 14 mai 1992, possède un contrat écrit d'engagement pour une période d'au moins un an ;

2° le comité de sélection doit comprendre un membre désigné par le ministre et un autre désigné par le conseil régional concerné ;

3° la nomination d'un tel directeur général n'a d'effet qu'à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'article 552 ;

4° le contrat d'engagement d'un tel directeur général ne peut être d'une durée supérieure à trois ans.

Normes et
conditions
de travail

« **614.3** Les normes édictées par règlement du gouvernement pris en vertu de l'article 507 qui doivent être suivies pour la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail des directeurs généraux s'appliquent dans les situations suivantes:

1° lorsque le poste de directeur général d'un établissement visé à l'article 614 ou d'un conseil régional visé à l'article 614.1 est vacant le 23 juin 1992 ou lorsque ce poste devient vacant entre cette date et le 1^{er} avril 1993;

2° lorsqu'il s'agit de combler le poste de directeur général de toute régie régionale qui n'est pas visée à l'article 614.1;

3° lorsque, après avoir appliqué le paragraphe 1° de l'article 614.2, le conseil d'administration n'a pu procéder à la nomination d'un directeur général.

Durée du
contrat

Toutefois, le contrat d'engagement du directeur général nommé en application du présent article ne peut être d'une durée supérieure à trois ans. ».

1991, c. 42,
aa. 619.1 à
619.71, aj.

68. Cette loi est modifiée par l'insertion, après le chapitre II de la partie VII, du chapitre et des articles suivants:

« CHAPITRE II.1

« AUTRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Interpré-
tation

« **619.1** À moins d'indication contraire, toute référence à la Loi sur les services de santé et les services sociaux faite dans l'un des articles du présent chapitre s'entend de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), telle qu'elle se lisait avant la date de l'entrée en vigueur de l'article dans lequel cette loi est citée.

Procédure
d'examen
des plaintes

« **619.2** Les établissements, les régies régionales et le commissaire aux plaintes nommé en vertu de l'article 55 ont jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement pour établir leur procédure d'examen des plaintes conformément aux articles 29, 43, 57 et 73 et s'acquitter des autres obligations afférentes à la mise en application de cette procédure.

Plaintes
des usagers

Jusqu'à cette date, les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard des plaintes des usagers:

1° Une régie régionale visée à l'article 555 est chargée de recevoir et d'entendre les plaintes des personnes auxquelles un établissement

dont le siège social est situé dans le territoire pour lequel la régie régionale a compétence n'a pas fourni les services de santé et les services sociaux que la présente loi leur donne droit de recevoir et de faire à l'établissement en cause et au ministre les recommandations qu'elle juge appropriées à ce sujet.

2° Toute plainte déposée auprès d'un conseil régional conformément au paragraphe c de l'article 18 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avant la date de l'entrée en vigueur du présent article continue d'être entendue par la régie régionale visée au paragraphe 1°, suivant la procédure qui y est prévue.

3° Le directeur général d'un établissement qui reçoit une recommandation adressée par une régie régionale conformément au paragraphe 1° doit, au plus tard 30 jours après la réception de cette recommandation, faire savoir par écrit à la régie régionale quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

Si la régie régionale est d'avis que les droits du plaignant ou des autres personnes qui se trouveront éventuellement dans la même situation que le plaignant risquent d'être mis en péril à cause de l'attitude de l'établissement visé, elle peut adresser à la Commission des affaires sociales une requête à laquelle il est donné suite conformément à la Loi sur la Commission des affaires sociales.

4° Malgré la date prévue au premier alinéa et malgré l'article 619.60, la régie régionale qui a commencé l'étude d'une plainte conformément au paragraphe 1° ou qui a poursuivi l'étude d'une plainte conformément au paragraphe 2° doit en continuer l'étude selon la procédure prévue au paragraphe 1°.

5° La Commission des affaires sociales conserve juridiction pour entendre les requêtes adressées par un conseil régional conformément à l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et a juridiction pour entendre les requêtes adressées par une régie régionale conformément au deuxième alinéa du paragraphe 3°.

6° Toute plainte portant sur un acte médical, dentaire ou pharmaceutique déposée auprès d'un établissement est étudiée par le comité de discipline du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement mis en place conformément aux règlements pris en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Si l'étude d'une telle plainte n'est pas terminée à la date mentionnée au premier alinéa, elle se continue suivant la même procédure.

Contrat de
services
profession-
nels

« **619.3** À compter du 1^{er} avril 1993 ou de toute date ultérieure déterminée par le gouvernement, tout établissement public doit, dans les trois mois qui suivent cette date, rendre conforme aux dispositions de l'article 108 tout contrat de services professionnels conclu conformément à l'article 124 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. À défaut, le contrat cesse d'être valide.

Contrat
d'affilia-
tion

« **619.4** Tout contrat d'affiliation par lequel un établissement est relié à une institution d'enseignement et qui a été conclu conformément à l'article 125 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux cesse d'être valide un an après la date de l'entrée en vigueur de l'article 110.

Centre
hospitalier
universi-
taire

« **619.5** Le ministre peut désigner centre hospitalier universitaire, institut universitaire ou centre affilié universitaire un centre exploité par un établissement même si ce dernier n'a pas, à la date de la désignation, conclu de contrat d'affiliation conformément à l'article 110.

Contrat
d'affilia-
tion

Toutefois, l'établissement qui exploite le centre ainsi désigné doit, pour conserver cette désignation, conclure un tel contrat au plus tard un an après la date de l'entrée en vigueur de l'article 110.

Nomination
et élection
de deux
universi-
taires

« **619.6** Dès que le ministre a désigné, comme centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, un centre exploité par un établissement, l'université à laquelle l'établissement est affilié et les résidents en médecine qui exercent dans le centre peuvent procéder, conformément au règlement du ministre pris en vertu de l'article 597, aux nominations et à l'élection des personnes visées au deuxième alinéa de l'article 133. Le troisième alinéa de cet article ne s'applique pas dans ce cas.

Fin du
mandat

Le mandat des personnes nommées ou élues en application du présent article prend fin, malgré l'article 149, en même temps que celui des autres membres du conseil d'administration auquel elles s'ajoutent.

Établis-
sements
considérés
publics

« **619.7** Les corporations dont les noms suivent n'ont pas cessé d'être des établissements publics en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux même si les installations qu'elles maintenaient le 4 septembre 1991 ne permettaient plus d'héberger plus de 20 personnes ou si, en raison d'une réorganisation des services qu'elles dispensaient, elles avaient cessé d'héberger plus de 20 personnes :

1° Services d'adaptation Osmose;

2° Centre d'apprentissage et de développement individuel de Québec (C.A.D.I.Q.);

3° Institut des sourds de Charlesbourg Inc.;

4° Clinique de réadaptation de Trois-Rivières Inc.;

5° Centre de réadaptation Estrie Inc.;

6° Centre de réadaptation Constance-Lethbridge;

7° Institut Raymond-Dewar;

8° Le Relais Laval Inc.

Établissement
public

Il en est de même de toute corporation qui, entre le 4 septembre 1991 et le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 99.1 du chapitre 42 des lois de 1991*), pourrait se trouver dans la même situation.

Plan d'organisation

«**619.8** Le plan d'organisation d'un établissement fait conformément aux articles 69 à 70.0.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être celui que doit préparer un établissement en application des articles 183 à 187 et continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'il ait fait l'objet d'une révision conformément à ces articles.

Révision

Le gouvernement fixe la date à compter de laquelle tout établissement doit entreprendre la révision d'un tel plan conformément à ces articles.

Utilisation
des ressources

«**619.9** Les règles d'utilisation des ressources élaborées par un chef de département clinique conformément à l'article 71.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont réputées être celles prévues à l'article 189 et continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'elles aient été révisées pour être rendues conformes à cet article, le cas échéant.

Révision

Le gouvernement fixe la date à compter de laquelle le chef de département clinique doit entreprendre la révision de ces règles conformément à l'article 189.

Directeur
des soins
infirmiers

«**619.10** Le directeur des soins infirmiers d'un établissement continue d'exercer ses fonctions conformément aux dispositions pertinentes de la Loi sur les services de santé et les services sociaux jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement. À cette date, le directeur des soins infirmiers exerce les fonctions prévues aux articles 207 et 208.

- Nomination** Tout établissement qui n'a pas de directeur des soins infirmiers et qui, en application de l'article 206, doit en nommer un doit procéder à cette nomination avant la date mentionnée au premier alinéa.
- Comité de bénéficiaires** « **619.11** Le comité de bénéficiaires mis sur pied par un établissement conformément à l'article 118.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être le comité des usagers prévu à l'article 209 jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement. À cette date, la composition du comité doit être celle prévue à l'article 209 et celui-ci exerce alors les fonctions prévues à l'article 212.
- Comité des usagers** Un établissement qui n'a pas de comité de bénéficiaires et qui, en application de l'article 209, est tenu de mettre sur pied un comité des usagers doit le faire avant la date mentionnée au premier alinéa.
- Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens** « **619.12** Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens institué pour un établissement conformément à l'article 111 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et son comité exécutif formé suivant l'article 113 de cette loi sont réputés être le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens institué en application de l'article 213 et le comité exécutif formé suivant l'article 217 jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement. À cette date, la composition du comité exécutif doit être celle prévue à l'article 217 et le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens exerce alors les fonctions prévues aux articles 214 et 215.
- Absence de conseil** Un établissement qui n'a pas de conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et pour qui, en application de l'article 213, un tel conseil est institué doit s'assurer que le conseil est en mesure d'exercer ses fonctions au plus tard à la date mentionnée au premier alinéa.
- Conseil des infirmières et infirmiers** « **619.13** Tout établissement public doit s'assurer que le conseil des infirmières et infirmiers, le comité d'infirmières et infirmiers auxiliaires et le conseil multidisciplinaire prévus respectivement aux articles 219, 223 et 226 sont en mesure d'exercer leurs fonctions au plus tard le 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement.
- Conseil consultatif du personnel clinique** Jusqu'à cette date, le conseil consultatif du personnel clinique institué pour l'établissement conformément à l'article 108 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et son comité exécutif formé suivant l'article 110 de cette loi continuent d'exercer leurs fonctions.
- Attribution des dossiers** À la date mentionnée au premier alinéa, les dossiers et autres documents du conseil consultatif du personnel clinique et de son comité

exécutif sont attribués au conseil des infirmières et infirmiers et au conseil multidisciplinaire ainsi qu'à leur comité exécutif, selon leurs besoins respectifs.

Établis-
sement
conven-
tionné

« **619.14** Tout établissement public ou privé conventionné doit s'acquitter de l'obligation de préparer un plan d'action pour le développement du personnel conformément à l'article 231 au plus tard le 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement.

Code
d'éthique

« **619.15** Tout établissement doit s'être doté d'un code d'éthique conforme à l'article 233 et être en mesure d'en remettre un exemplaire à tout usager qu'il héberge ou qui lui en fait la demande au plus tard le 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement.

Nomina-
tions et
privilèges
continus

« **619.16** La nomination d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien ainsi que le statut qui leur a été octroyé ou les privilèges qui ont été accordés à un médecin ou à un dentiste conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, au plus tard le 14 mai 1992 conservent leurs effets jusqu'à la date de leur échéance.

Durée

« **619.17** La nomination d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien ainsi que l'octroi ou le renouvellement du statut pour un médecin, un dentiste ou un pharmacien ou l'octroi ou le renouvellement des privilèges pour un médecin ou un dentiste faits après le 14 mai 1992 ne sont valides que jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement.

Octroi ou
renouvel-
lement
d'un statut

Entre la date de l'entrée en vigueur des articles 237 à 248 et celle mentionnée au premier alinéa, une telle nomination ou l'octroi ou le renouvellement d'un tel statut ou de tels privilèges continue de se faire conformément aux règles qui étaient applicables à l'établissement avant la date de l'entrée en vigueur des articles précités.

Demande de
consultation

« **619.18** Toute demande de consultation faite auprès d'un conseil régional en application de l'article 72 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputée être une demande d'avis présentée à une régie régionale conformément à l'article 260.

Avis d'une
régie
régionale

La réponse donnée par un conseil régional, avant la date de l'entrée en vigueur du présent article, à une telle demande de consultation est réputée être l'avis d'une régie régionale requis en vertu de l'article 260.

Délégation
de pouvoirs

« **619.19** L'acte par lequel le Conseil du trésor délègue certains de ses pouvoirs au ministre de la Santé et des Services sociaux

conformément à la décision C.T. 168454 du 24 août 1988, prise en application de l'article 73.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, vaut également comme étant l'acte de délégation requis en application de l'article 261.

Demande
d'autorisa-
tion

« **619.20** Toute demande d'autorisation présentée auprès d'un conseil régional en application du deuxième ou du troisième alinéa de l'article 72 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputée être une demande d'autorisation présentée à une régie régionale conformément à l'article 263.

Applica-
tion en
avril 1993

« **619.21** Les dispositions des articles 268 à 273 ne s'appliquent qu'à compter du 1^{er} avril 1993 ou de toute date ultérieure déterminée par le gouvernement. Jusqu'à cette date, les matières visées par ces articles demeurent assujetties, le cas échéant, aux dispositions correspondantes de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et de ses textes d'application.

Donation
ou legs

« **619.22** Les dispositions de l'article 277 ne s'appliquent pas à l'égard d'une donation déjà exécutée en faveur d'une personne mentionnée à cet article avant le 1^{er} octobre 1992 ni à l'égard d'un legs au même effet contenu dans un testament valablement fait avant cette date.

Règles
applicables

« **619.23** Les dispositions des articles 278 à 280, 282 à 300, 350, 351, 386 à 395, 463 à 467, 475 et 476 ont effet à l'égard de l'exercice financier commençant le 1^{er} avril 1993. Jusqu'à cette date ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement, les établissements publics et privés conventionnés de même que les régies régionales continuent d'être régis par les règles qui sont applicables au financement de leurs activités et à leurs ressources financières durant l'exercice financier commencé le 1^{er} avril 1992.

Dispositions
continues
en vigueur

« **619.24** Les dispositions du décret 1103-87 du 8 juillet 1987 en vertu duquel est confiée, à chacun des conseils régionaux institués en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la responsabilité d'exercer, à l'intérieur de son territoire, les fonctions reliées à l'administration et au financement de certaines dépenses d'immobilisations et d'équipements des établissements du réseau de la santé et des services sociaux du Québec et décrites à l'annexe jointe à ce décret, conservent leurs effets mais les fonctions qui y sont décrites sont exercées par chacune des régies régionales visées à l'article 554 et ce, jusqu'à ce que le quatrième alinéa de l'article 350 trouve sa pleine application.

Application
aux
emprunts

« **619.25** Les dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continuent de s'appliquer aux emprunts effectués

avant la date de l'entrée en vigueur du présent article par un établissement, un conseil régional ou la Corporation d'hébergement du Québec dans la mesure où elles leur étaient applicables avant les modifications introduites par la présente loi et ce, jusqu'à ce que ces emprunts soient remboursés.

Présomption

« **619.26** Tout contrat ou convention conclu en vertu de l'article 176 ou 177 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être une convention conclue en vertu de l'article 475 et tout geste posé en vertu d'un tel contrat ou convention est réputé avoir été posé en vertu d'une convention conclue conformément à cet article.

Application aux ressources intermédiaires

« **619.27** Jusqu'au 1^{er} avril 1994 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement, les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard des ressources intermédiaires régies par la présente loi:

1° Seuls les établissements publics qui, le 1^{er} octobre 1992, maintiennent déjà un pavillon, un foyer de groupe ou une autre ressource conformément aux dispositions pertinentes de la Loi sur les services de santé et les services sociaux de même que tout établissement public qui devient cessionnaire de la responsabilité de maintenir une telle ressource sont réputés visés par l'article 301.

2° Seules les ressources mentionnées au paragraphe 1° sont réputées être une ressource intermédiaire aux fins de l'article 302.

3° Les règles qui gouvernent l'organisation et le fonctionnement des ressources mentionnées au paragraphe 1°, celles relatives à la rémunération qui leur est versée et les modalités d'admission aux services de ces ressources continuent de leur être applicables et tiennent lieu de tout élément ou de toute mesure prévus aux articles 303 à 306.

Ressources de type familial

Jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement, les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard des ressources de type familial régies par la présente loi:

1° Nul établissement public, autre que celui qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, ne peut être identifié par la régie régionale pour recourir aux services d'une ressource de type familial aux fins de placement d'adultes en vertu de l'article 310 dans la mesure où le personnel requis pour assurer le suivi professionnel d'une telle ressource demeure attaché à l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

2° Toute famille d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputée être une ressource de type familial en vertu de l'article 311. Si cette famille d'accueil prend charge d'adultes, elle est désignée « résidence d'accueil » conformément au deuxième alinéa de l'article 312.

3° Les catégories de familles d'accueil, les règles relatives aux barèmes de rétribution qui leur est versée, celles qui gouvernent leurs rapports avec les centres de services sociaux et les modalités d'accès aux services de ces familles d'accueil en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux demeurent applicables aux ressources de type familial et, en application de l'article 314, tiennent lieu de tout élément ou de toute mesure prévus aux articles 303 à 306.

Règles
continué
en vigueur

« **619.28** Les dispositions des articles 336 à 338 ont effet à l'égard de l'exercice financier commençant le 1^{er} avril 1994. Jusqu'à cette date ou à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement, les organismes communautaires continuent d'être régis par les règles qui sont applicables au financement de leurs activités durant l'exercice financier commencé le 1^{er} avril 1992 et celles applicables pour l'exercice financier 1993-1994.

Personnes
d'expres-
sion
anglaise

« **619.29** Le programme d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise pour des personnes d'expression anglaise qui a été élaboré par un conseil régional conformément à l'article 18.0.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être celui qu'une régie régionale doit élaborer en application de l'article 348 et continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'il ait fait l'objet d'une révision conformément à cet article.

Services
maintenus

Un établissement qui devient cessionnaire de tout ou partie des services qu'un établissement indiqué dans un tel programme était tenu de rendre accessibles en langue anglaise pour des personnes d'expression anglaise doit continuer de maintenir ces services accessibles comme s'il était mentionné dans le programme et ce, jusqu'à la révision de ce dernier.

Révision
du pro-
gramme

Le gouvernement fixe la date à compter de laquelle toute régie régionale doit entreprendre la révision d'un tel programme conformément à cet article.

Systèmes
régionaux

« **619.30** Les systèmes régionaux d'admission des bénéficiaires établis conformément à l'article 18.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux de même que les critères d'admission des bénéficiaires approuvés conformément à cet article demeurent en vigueur dans les territoires et à l'égard des établissements pour lesquels ils ont été établis ou approuvés, jusqu'à ce qu'ils soient

remplacés par des mécanismes d'accès aux services créés conformément à l'article 355 ou par des critères d'accès aux services approuvés conformément à l'article 356.

Critères
d'admission

« **619.31** Les établissements visés à l'article 359 doivent, au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur de cet article, soumettre leurs critères d'admission et leurs politiques de transfert des usagers à l'approbation de leur régie régionale, conformément au paragraphe 1^o de cet article.

Région de
Montréal
Métropo-
litain

Les critères d'admission et les politiques de transfert des bénéficiaires établis par le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain en vertu de l'article 18.3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux demeurent toutefois en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été établis jusqu'à l'approbation de nouveaux critères et de nouvelles politiques conformément au premier alinéa.

Dispositions
continues
jusqu'en
avril 1993

« **619.32** Malgré toute disposition inconciliable de la présente loi, tout établissement qui exploite un centre hospitalier où un département de santé communautaire est institué conformément au règlement pris en application du paragraphe i.6 du premier alinéa de l'article 173 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continue de maintenir ce département pour le territoire qui relève de sa compétence; les dispositions pertinentes de cette loi et de ses textes d'application continuent d'avoir effet relativement aux fonctions qui sont exercées par ce département et par le chef de ce département comme s'il s'agissait de dispositions adoptées en vertu de la présente loi et ce, jusqu'au 1^{er} avril 1993 ou, si la régie régionale dont le territoire recoupe celui de tout établissement pourvu d'un département de santé communautaire n'est pas en mesure d'assumer à cette date ses fonctions reliées à la santé publique par la mise en oeuvre d'un plan d'organisation de services en cette matière, jusqu'à toute date ultérieure déterminée par le gouvernement.

Protection
du budget

« **619.33** Pendant la période visée à l'article 619.32, la partie du budget de fonctionnement de tout établissement visé dans cet article qui est affectée aux fonctions du département de santé communautaire est protégée; pendant cette période, les programmes établis pour ce département ne peuvent être modifiés et les employés et les professionnels de la santé attachés à ce département ne peuvent faire l'objet de déplacement ou de transfert par l'établissement, sans l'autorisation de la régie régionale concernée.

Interpré-
tation

« **619.34** Dans tout règlement, arrêté en conseil, décret, contrat ou autre document, les expressions «département de santé

communautaire », « chef du département de santé communautaire » ou « centre hospitalier où existe un département de santé communautaire » désignent le « directeur de la santé publique » ou la « régie régionale » selon le cas ou, si le contexte s'y oppose, toute autre personne désignée par le gouvernement.

Plan
régional

« **619.35** Le plan régional des effectifs médicaux et dentaires des établissements de la région élaboré par un conseil régional conformément à l'article 70.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être le plan des effectifs médicaux que doit élaborer une régie régionale en application de l'article 377 et continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'il ait fait l'objet d'une révision conformément à cet article.

Révision

Le gouvernement fixe la date à compter de laquelle toute régie régionale doit entreprendre la révision d'un tel plan conformément à cet article.

Approvi-
sionnement
de biens
et services

« **619.36** Toute corporation sans but lucratif constituée avant la date de l'entrée en vigueur du présent article et qui, à cette date, est encore représentative pour gérer l'approvisionnement de biens et de services des établissements de la région d'une régie régionale, devient assujettie aux dispositions du quatrième alinéa de l'article 383, sans autre formalité.

Règlements
continues
en vigueur

« **619.37** Les règlements pris par un conseil régional pour créer des commissions nécessaires à la poursuite de ses fins en vertu de l'article 17 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux conservent leurs effets s'ils sont encore utiles. Le cas échéant, ces règlements sont réputés avoir été pris en vertu de l'article 412. Ils demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été pris jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, abrogés ou remplacés par la régie régionale.

Durée du
permis

« **619.38** Un permis délivré à un établissement conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux demeure valide jusqu'à la date de son échéance. À cette date, il doit être renouvelé conformément à la présente loi.

Appel
continué

Un appel interjeté devant la Commission des affaires sociales en vertu de l'article 148 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est continué conformément à l'article 450.

Adminis-
tration
provisoire

« **619.39** L'administration provisoire d'un établissement ou d'un conseil régional assumée par le ministre conformément à l'article 163 ou 163.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continue d'être exercée conformément aux dispositions des articles 490 à 498.

Fonctions
continué

L'enquêteur, le contrôleur ou l'administrateur désigné par le gouvernement conformément à l'article 171 ou 172 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé avoir été désigné en application de l'article 499, 500 ou 501, selon le cas. Il continue d'exercer ses fonctions conformément aux dispositions pertinentes de la présente loi.

Décrets

« **619.40** Les décrets du gouvernement pris en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont réputés pris en vertu des articles 503 ou 504 et demeurent valides jusqu'à ce que leurs objets soient accomplis ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

Contrats

Le cas échéant, les contrats conclus en application de ces décrets demeurent valides et les clauses pénales contenues dans ces contrats peuvent être exécutées.

Applica-
tion des
arrêtés,
décrets ou
règlements

« **619.41** Sauf disposition particulière édictée par la présente loi, tous les arrêtés, décrets ou règlements pris ou les décisions rendues par le gouvernement, par le ministre ou par une autre autorité compétente en application de l'une ou l'autre des dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et applicables aux personnes et organismes visés par la présente loi leur demeurent applicables dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi et jusqu'à ce qu'on y mette fin conformément à la présente loi ou que de nouveaux arrêtés, décrets ou règlements soient pris ou de nouvelles décisions rendues en vertu des dispositions correspondantes de la présente loi.

Interpré-
tation

Les expressions « conseil régional » ou « conseil de la santé et des services sociaux » utilisées dans l'un ou l'autre des textes visés au premier alinéa désignent aussi une régie régionale de la santé et des services sociaux instituée en vertu de la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose.

Dispositions
applicables

« **619.42** Les dispositions des textes d'application de toute autre loi, applicables aux personnes et organismes visés par la présente loi, leur demeurent également applicables dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi et jusqu'à ce qu'elles soient modifiées pour substituer aux expressions utilisées dans ces textes, en y faisant les adaptations nécessaires, celles de la présente loi qui y correspondent.

Concordance
des expres-
sions

« **619.43** Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur de l'article 619.42, l'autorité compétente concernée prend tout règlement nécessaire afin d'assurer la concordance des expressions utilisées dans les textes d'application des lois qui relèvent de sa compétence.

Publi-
cation

Tout règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements. Il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée, malgré l'article 17 de cette loi. Un règlement peut toutefois, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure à celle de l'entrée en vigueur de l'article 619.42.

Établis-
sements
désignés

« **619.44** Sont réputés avoir été désignés en application de l'article 508, les établissements désignés par règlement pris en vertu du deuxième alinéa de l'article 173 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et qui sont tenus de rendre accessibles en langue anglaise, aux personnes d'expression anglaise, les services de santé et les services sociaux qu'ils dispensent.

Maintien
des
services

Un établissement qui devient cessionnaire de tout ou partie des services qu'un établissement désigné dans un tel règlement était tenu de rendre accessibles en langue anglaise pour des personnes d'expression anglaise doit continuer de maintenir ces services accessibles comme s'il était mentionné dans le programme d'accès visé dans l'article 619.29.

Dispositions
applicables

« **619.45** Les dispositions du décret 636-87 du 29 avril 1987 en vertu duquel le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle exerce, sous la direction du ministre de la Santé et des Services sociaux, les fonctions de ce dernier qui découlent des articles 159 à 162 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux relativement à la contribution des adultes hébergés dans un centre hospitalier ou un centre d'accueil, s'appliquent également aux fonctions du ministre qui découlent des articles 512 à 520.

Période de
calcul des
délais

« **619.46** Pour l'application du premier alinéa de l'article 516, la période de deux années précédant l'hébergement ou la prise en charge de l'usager ne peut être calculée qu'à compter du 23 juin 1992.

Nomination
des
premiers
membres

« **619.47** Pour la nomination des premiers membres du Centre de référence des directeurs généraux et des cadres, il faut substituer :

1° au paragraphe 1° de l'article 523, aux mots « représentant les centres énumérés à l'article 79 », les mots « regroupant la majorité des établissements d'une même catégorie » ;

2° au paragraphe 5° de cet article, aux mots « régies régionales », les mots « conseils régionaux ».

Cessation
d'exercice

« **619.48** Un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et qui, en application du deuxième alinéa

de l'article 544, exerce une partie de ses activités dans une région pour laquelle il n'a pas autrement compétence doit, lorsqu'un nouvel établissement est constitué conformément à l'article 318 pour exploiter un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse dans cette région, cesser d'y exercer toute fonction dès que le nouvel établissement est en mesure d'assurer, sans rupture, les services requis dans cette région.

Plan de
répartition
des droits

« **619.49** Le nouvel établissement détermine avec celui visé à l'article 544 un plan de répartition des droits et obligations de ce dernier de même qu'un plan de transfert et d'intégration de son personnel qui était affecté à l'exercice des fonctions qui seront dévolues au nouvel établissement, le tout conformément aux normes et modalités de transfert et d'intégration contenues dans les conventions collectives applicables ou, dans le cas du personnel non membre d'une association accréditée, déjà prévues par règlement du gouvernement; ces plans sont soumis à l'approbation du ministre.

Mise en
oeuvre

« **619.50** Le ministre s'assure que les établissements concernés reçoivent les renseignements et l'aide nécessaires pour la mise en oeuvre et l'exécution des plans visés à l'article 619.49.

Règlement
des dif-
férends

Il statue sur tout différend opposant les établissements concernés, sauf les différends en matière de transfert et d'intégration d'employés membres d'une association accréditée au sens du Code du travail ou d'employés pour lesquels un règlement du gouvernement prévoit déjà un recours particulier.

Transfert
des droits
et obliga-
tions

« **619.51** À la date déterminée par les parties ou, à défaut, à celle fixée par le ministre, les droits et obligations de l'établissement visé à l'article 544 deviennent les droits et obligations du nouvel établissement dans la mesure prévue au plan de répartition des droits et obligations établi en vertu de l'article 619.49 et les actes accomplis par l'établissement visé à l'article 544 lient le nouvel établissement comme s'il les avait accomplis lui-même. Les procédures où l'établissement visé à l'article 544 est partie peuvent être continuées, sans reprise d'instance.

Plan de
transfert
et d'inté-
gration

À cette date également, les employés de l'établissement visé à l'article 544 deviennent les employés du nouvel établissement, conformément au plan de transfert et d'intégration établi à cette fin, sous réserve des droits et obligations de l'établissement visé à l'article 544 et de ses employés et sous réserve, quant aux salariés au sens du Code du travail et aux associations accréditées pour les représenter, des dispositions de ce code.

Élection
au conseil
d'adminis-
tration

« **619.52** Dans les trois mois qui suivent la date prévue à l'article 619.51, les personnes qui travaillent pour le nouvel établissement procèdent à l'élection de l'une d'entre elles pour faire partie du conseil d'administration qui administre cet établissement conformément au paragraphe 2° de l'article 130. À défaut, la régie régionale fait la nomination.

Fin du
mandat

Le mandat de la personne élue ou nommée en application du présent article prend fin, malgré l'article 149, en même temps que celui des autres personnes visées au paragraphe 2° de l'article 130.

Autorisa-
tions
ministé-
rielles

« **619.53** Toutes les autorisations ministérielles accordées en vertu du deuxième alinéa de l'article 76 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux conservent leurs effets si elles sont encore utiles. Le cas échéant, ces autorisations sont réputées avoir été délivrées en vertu de l'article 553.

«régie
régionale»,
«nouvelle
régie
régionale»

« **619.54** Pour l'application des articles 619.55 à 619.60, l'expression «régie régionale» désigne une régie régionale qui, en application des articles 554 et 555, exerce une partie de ses activités à l'égard d'un territoire pour lequel elle n'a pas autrement compétence et l'expression «nouvelle régie régionale» désigne la régie régionale instituée pour ce territoire conformément à l'article 339.

Cessation
d'exercice

« **619.55** Une régie régionale doit cesser d'exercer ses fonctions à l'égard du territoire pour lequel elle n'a pas autrement compétence dès que la nouvelle régie régionale est en mesure d'assurer, sans rupture, les services requis dans sa région.

Mesures
prépara-
toires

« **619.56** Le conseil d'administration de la nouvelle régie régionale est chargé de prendre les mesures préparatoires requises pour l'organisation et le fonctionnement de cette régie sur son territoire à compter du 1^{er} avril 1993 ou, à défaut, le plus tôt possible après cette date.

Aide
requis

Il peut, à cette fin, requérir l'aide du personnel de la régie régionale; il doit cependant obtenir son autorisation.

Nouvelle
régie
régionale

« **619.57** La nouvelle régie régionale détermine avec la régie régionale un plan de répartition des droits et obligations de cette dernière de même qu'un plan de transfert et d'intégration du personnel de la régie régionale qui était affecté à l'exercice des fonctions qui seront dévolues à la nouvelle régie régionale, le tout conformément aux normes et modalités de transfert et d'intégration contenues dans les conventions collectives applicables ou, dans le cas du personnel non membre d'une association accréditée, déjà prévues par règlement du gouvernement; ces plans sont soumis à l'approbation du ministre.

Autorisation préalable

« **619.58** La régie régionale ne peut valablement contracter une obligation qui concerne des fonctions qui seront dévolues à la nouvelle régie régionale et dont l'effet se prolonge après la date fixée en vertu de l'article 619.56 ou qui a effet après cette date, sans l'autorisation de la nouvelle régie régionale.

Recommandation au ministre

Pendant la période visée au premier alinéa, la régie régionale doit, chaque fois qu'elle est tenue d'obtenir une autorisation du ministre relativement à une matière qui concerne tout ou partie des fonctions qui seront dévolues à la nouvelle régie régionale, transmettre à cette dernière une copie de la demande d'autorisation et la nouvelle régie régionale peut faire au ministre toute recommandation qu'elle juge appropriée à ce sujet.

Exécution des plans

« **619.59** Le ministre s'assure que les régies régionales concernées reçoivent les renseignements et l'aide nécessaires pour la mise en oeuvre et l'exécution des plans visés à l'article 619.57.

Règlement des différends

Il statue sur tout différend opposant les régies régionales concernées, sauf les différends en matière de transfert et d'intégration d'employés membres d'une association accréditée au sens du Code du travail ou d'employés pour lesquels un règlement du gouvernement prévoit déjà un recours particulier.

Transfert des droits et obligations

« **619.60** Au 1^{er} avril 1993 ou, à défaut, à la date fixée par le ministre, les droits et obligations de la régie régionale deviennent les droits et obligations de la nouvelle régie régionale dans la mesure prévue au plan de répartition des droits et obligations établi en vertu de l'article 619.57 et, sous réserve du premier alinéa de l'article 619.58, les actes accomplis par la régie régionale lient la nouvelle régie régionale comme si elle les avait accomplis elle-même. Les procédures où la régie régionale est partie peuvent être continuées, sans reprise d'instance.

Plan de transfert et d'intégration

À cette date également, les employés de la régie régionale deviennent les employés de la nouvelle régie régionale, conformément au plan de transfert et d'intégration établi à cette fin, sous réserve des droits et obligations de la régie régionale et de ses employés et sous réserve, quant aux salariés au sens du Code du travail et aux associations accréditées pour les représenter, des dispositions de ce code.

Priorité d'emploi

« **619.61** Une régie régionale doit, selon les conditions et modalités déterminées par le ministre, engager obligatoirement les employés dont les fonctions sont cédées à une régie régionale et accorder priorité d'emploi à toute personne affectée par la

réorganisation du ministère de la Santé et des Services sociaux qui pose sa candidature auprès de cette régie régionale et qui possède les qualités requises pour combler un poste disponible.

Obligations
en vigueur

Ces obligations prennent effet à la date déterminée par le ministre et demeurent en vigueur jusqu'à ce que les activités d'embauche obligatoire et prioritaire soient réalisées.

Conditions
de transfert

« **619.62** Le ministre détermine par règlement les conditions de transfert des employés non syndiqués du ministère engagés par les régies régionales et celles des employés syndiqués dont les fonctions ne sont pas cédées à ces régies régionales.

Mutation

« **619.63** Un employé visé à l'article 619.61 peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion pour un tel emploi conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1). L'article 35 de cette loi s'applique à un employé qui participe à un tel concours de promotion.

Avis sur le
classement

« **619.64** Lorsqu'un employé visé à l'article 619.61 pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion, il peut requérir de l'Office des ressources humaines qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il aurait dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cet employé avait dans la fonction publique à la date de son départ, ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de la régie régionale.

Classement
conforme

Dans le cas où un employé est muté suite à l'application de l'article 619.63, le sous-ministre ou dirigeant d'organisme lui établit un classement conforme à l'avis prévu au premier alinéa.

Critères

Dans le cas où un employé est promu en application de l'article 619.63, son classement doit tenir compte des critères prévus au premier alinéa.

Cessation
des acti-
vités

« **619.65** En cas de cessation partielle ou complète des activités de la régie régionale ou s'il y a manque de travail, l'employé visé à l'article 619.61 a le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique au classement qu'il avait avant la date de son départ.

Classement

Dans ce cas, l'Office des ressources humaines lui établit, le cas échéant, un classement en tenant compte des critères prévus au premier alinéa de l'article 619.64.

Mise en
disponi-
bilité

« **619.66** Une personne mise en disponibilité suivant l'article 619.65 demeure employé de la régie régionale jusqu'à ce que l'Office des ressources humaines puisse la placer.

Appel d'un
congé-
dement

« **619.67** Sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, un employé visé à l'article 619.61, qui est congédié, peut en appeler conformément à l'article 33 de la Loi sur la fonction publique.

Employés
temporaires

« **619.68** Les privilèges consentis aux articles 619.63 à 619.67 ne s'appliquent pas aux employés temporaires du ministère.

Employé
permanent

Ces mêmes privilèges ne peuvent être exercés par un employé permanent que s'il a travaillé de façon continue auprès de toute régie régionale.

Renouvel-
lement de
contrat

« **619.69** Lorsque le contrat d'engagement du directeur général d'un établissement visé à l'article 614 ou d'une régie régionale visée à l'article 614.1 expire avant le 1^{er} avril 1993, le conseil d'administration peut le renouveler pour une période n'excédant pas trois ans.

Conditions

Lorsque ce contrat expire après cette date, le conseil d'administration ne peut toutefois le renouveler que si le Centre de référence des directeurs généraux et des cadres atteste que le directeur général remplit les exigences requises pour occuper son poste, telles qu'établies lors de la détermination de la classification du poste.

Réévaluation
de la classifica-
tion

Malgré le troisième alinéa des articles 193 et 414, il ne peut être tenu compte, pour l'application du présent article, de la classification qui résulte du processus de réévaluation de la classification de l'ensemble des postes de directeurs généraux entrepris par le ministère avant le 23 juin 1992.

Renouvel-
lement de
contrat

« **619.70** À la date d'expiration du contrat d'engagement d'un directeur général visé à l'article 614.2 ou 614.3, le conseil d'administration de l'établissement ou de la régie régionale, selon le cas, ne peut renouveler le contrat de ce directeur général que si le Centre de référence des directeurs généraux et des cadres atteste de sa qualification.

Dispositions
transitoires

« **619.71** Le gouvernement peut, par règlement, adopter toutes autres dispositions transitoires permettant de suppléer à toute omission pour assurer l'application de la présente loi sur le territoire de toute régie régionale instituée en vertu de l'article 339 au plus tard le 1^{er} avril 1993 ou à la date déterminée par le gouvernement.

Publication
d'un règle-
ment

Tout règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements. Il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée, malgré

l'article 17 de cette loi. Un règlement peut toutefois, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure à celle de l'entrée en vigueur du présent article. ».

1991, c. 42,
a. 620, mod.

69. L'article 620 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots « et sauf dans la mesure où elle concerne le système pré-hospitalier d'urgence visé à la section VI.1 ».

1991, c. 42,
texte an-
glais, mod.

70. Le texte anglais de cette loi est modifié par le remplacement, partout où il se trouve et en y effectuant les adaptations nécessaires, du mot « hospital » par les mots « hospital centre », lorsque le mot « hospital » désigne un centre hospitalier.

CODE CIVIL DU BAS CANADA

C.c.B.C.,
a. 1650.1,
mod.

71. L'article 1650.1 du Code civil du Bas Canada est modifié par le remplacement, au premier alinéa, de « de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) » par les mots « dans une installation maintenue par un établissement visé par les lois relatives aux services de santé et aux services sociaux ».

C.c.B.C.,
a. 1661,
mod.

72. L'article 1661 de ce code est modifié par le remplacement, au premier alinéa, de « dans un centre d'accueil visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) » par ce qui suit: « par un établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre d'accueil visé par les lois relatives aux services de santé et aux services sociaux ».

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

c. A-2.1,
a. 7, remp.

73. L'article 7 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), modifié par l'article 3 du chapitre 57 des lois de 1990, est remplacé par le suivant:

Établis-
sements de
santé ou de
services
sociaux

« **7.** Les établissements de santé ou de services sociaux comprennent les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), les établissements privés visés par cette loi qui fonctionnent en ayant recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu, les régies régionales instituées en vertu de cette loi ainsi que la Corporation d'hébergement du Québec visée dans l'article 471 de cette loi.

Établissements de santé et de services sociaux

Les établissements de santé ou de services sociaux comprennent également les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5), les établissements privés visés par cette loi qui fonctionnent en ayant recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu et les conseils régionaux de santé et de services sociaux institués en vertu de cette loi. ».

c. A-2.1,
a. 83, mod.

74. L'article 83 de cette loi, modifié par l'article 21 du chapitre 57 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement des deux dernières lignes du dernier alinéa par les suivantes: « contenu dans le dossier constitué par l'établissement de santé ou de services sociaux visé au deuxième alinéa de l'article 7. ».

c. A-2.1,
a. 84.1,
mod.

75. L'article 84.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « visé au deuxième alinéa de l'article 7 ».

c. A-2.1,
a. 87.1,
mod.

76. L'article 87.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « visé au deuxième alinéa de l'article 7 ».

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

c. A-3.001,
a. 15, mod.

77. L'article 15 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « Un bénéficiaire au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par ce qui suit: « Un usager au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Autochtones
cris et
inuit

« Il en est de même à l'égard d'un bénéficiaire au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5). ».

c. A-3.001,
a. 150, mod.

78. L'article 150 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, des mots « le département de santé communautaire institué dans un centre hospitalier ou par le centre local de services communautaires » par les mots « un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, selon le cas ».

c. A-3.001,
a. 162, mod. **79.** L'article 162 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° est hébergé ou hospitalisé dans une installation maintenue par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit. ».

c. A-3.001,
a. 164, mod. **80.** L'article 164 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes de ce qui précède le paragraphe 1°, de ce qui suit: « hébergé dans un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) ou hospitalisé » par ce qui suit: « hébergé ou hospitalisé dans une installation maintenue par un établissement visé au paragraphe 2° de l'article 162 »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 3°, des mots « dans un centre d'accueil ou hospitalisé » par les mots « ou hospitalisé dans une installation maintenue par un établissement ».

c. A-3.001,
a. 193, mod. **81.** L'article 193 de cette loi est modifié au deuxième alinéa:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « sont pas disponibles dans un délai raisonnable dans » par les mots « peuvent être fournis dans un délai raisonnable par »;

2° par le remplacement de l'avant-dernière ligne par les mots « auprès de l'établissement que lui indique la Commission pour qu'il reçoive ».

c. A-3.001,
a. 229, mod. **82.** L'article 229 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier » par les mots « un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, selon le cas, ».

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

c. A-6,
a. 69.6,
mod. **83.** L'article 69.6 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), édicté par l'article 5 du chapitre 66 des lois de 1990, est modifié par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par les suivants:

« 3.1° à un établissement public régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), à une régie régionale instituée en vertu de cette loi ainsi qu'à la Corporation d'hébergement du Québec visée dans l'article 471 de cette loi;

« 4° à un établissement public régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ainsi qu'à un conseil régional institué en vertu de cette loi; ».

LOI SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS

c. A-13.3,
a. 57, mod.

84. L'article 57 de la Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3) est modifié par l'insertion, dans l'avant-dernière ligne du dernier alinéa, après le mot « sociaux », des mots « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES ALLOCATIONS D'AIDE AUX FAMILLES

c. A-17,
a. 2, mod.

85. L'article 2 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. A-17,
a. 12, mod.

86. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement des deux dernières lignes du dernier alinéa par les suivantes : « P-34.1), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5). ».

LOI SUR LES ARCHIVES

c. A-21.1,
annexe,
mod.

87. L'Annexe de la Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1), modifiée par l'article 123 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifiée :

1° par l'insertion, après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° Les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions

législatives (1991, chapitre 42), les établissements privés conventionnés visés dans l'article 475 de cette loi et qui exploitent un centre local de services communautaires, un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation, les régies régionales instituées en vertu de cette loi et la Corporation d'hébergement du Québec visée dans l'article 471 de cette loi; »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 7°, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit »;

3° par la suppression, dans les deux dernières lignes du paragraphe 7°, des mots « et la Corporation d'hébergement du Québec ».

LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

c. A-25,
a. 83.15,
mod.

88. L'article 83.15 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. A-25,
a. 83.30,
mod.

89. L'article 83.30 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « ou » par une virgule;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « un centre d'accueil » par les mots « en détention dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou dans un centre d'accueil visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « ou d'emprisonnement » par « , d'emprisonnement ou de détention »;

4° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « ou l'emprisonnement » par « , l'emprisonnement ou la détention ».

c. A-25,
a. 155.5,
mod.

90. L'article 155.5 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « verse », des mots « aux régies régionales instituées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « Métropolitain », des mots « visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR L'ASSURANCE-HOSPITALISATION

c. A-28,
a. 1, mod.

91. L'article 1 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28) est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *d*, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

2° par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants :

«centre
d'héberge-
ment et de
soins de
longue
durée»

«*e*» « centre d'hébergement et de soins de longue durée » signifie un centre d'hébergement et de soins de longue durée au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

«établisse-
ment»

«*f*» « établissement » signifie un établissement public ou privé conventionné et qui est visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«Régie»

«*g*» « Régie » signifie la Régie de l'assurance-maladie du Québec, instituée par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5);

«régie
régionale»

«*h*» « régie régionale » signifie une régie régionale de la santé et des services sociaux instituée en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. ».

c. A-28,
a. 2, remp.

92. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant :

Services
gratuits

«**2.** Afin que les résidents du Québec et les autres personnes déterminées par règlement reçoivent gratuitement des services assurés selon des modalités uniformes, le ministre attribue aux établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services

sociaux pour les autochtones cris et inuit et qui exploitent un centre hospitalier les sommes nécessaires au financement du coût des services assurés qu'ils dispensent et il s'assure que chaque régie régionale en fasse autant à l'égard des établissements de sa région qui exploitent un centre hospitalier et à l'égard de ceux qui exploitent un centre d'hébergement et de soins de longue durée et que le ministre détermine.

Financement

Le financement des services assurés dispensés par les établissements visés au premier alinéa est fait conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, selon le cas. ».

c. A-28,
a. 2.1, aj.

93. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant :

Preuve
d'admissibilité

« **2.1** Un établissement visé dans l'article 2 peut demander qu'une personne lui présente, comme preuve d'admissibilité de cette personne à recevoir gratuitement des services assurés en vertu de la présente loi, la carte d'assurance-maladie ou la carte d'admissibilité que la Régie lui a délivrée conformément à l'article 9 ou 9.0.1 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29). ».

c. A-28,
a. 3, mod.

94. L'article 3 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « aussi » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « sens », du mot « sur » par le mot « de » ;

3° par l'insertion dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « hospitalier », des mots « exploité par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et ».

c. A-28,
a. 4, ab.

95. L'article 4 de cette loi est abrogé.

c. A-28,
a. 7, mod.

96. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « contrats et accords prévus » par les mots « ententes prévues ».

c. A-28,
a. 8, mod.

97. L'article 8 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe c ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *d*, des mots « d'un accord » par les mots « d'une entente ».

c. A-28,
a. 11, mod.

98. L'article 11 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, des mots « un centre hospitalier » par ce qui suit: « une installation maintenue par un établissement visé dans l'article 2 »;

2° par l'addition, à la fin du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, après le point virgule, du mot « ou »;

3° par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 3, des mots « au centre hospitalier » par ce qui suit: « auprès de l'établissement visé dans l'article 2 »;

5° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, des mots « le centre hospitalier » par ce qui suit: « l'établissement visé dans l'article 2 ».

c. A-28,
a. 12, mod.

99. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « un accord conclu » par les mots « une entente conclue ».

LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

c. A-29,
a. 1, mod.

100. L'article 1 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29), modifié par l'article 556 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *n* et *o* du premier alinéa par les suivants:

«centre
hospitalier»

«*n*) «centre hospitalier»: un centre hospitalier au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5);

«établissement»

«*o*) «établissement»: un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit; ».

c. A-29,
a. 3, mod.

101. L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 558 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des quatre dernières lignes du paragraphe *b* du premier alinéa par ce qui suit: «dentiste dans un centre exploité par un établissement universitaire ou dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, pourvu toutefois, s'ils sont rendus au Québec, qu'ils le soient dans un centre exploité par un établissement universitaire déterminé par règlement ou dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier par un dentiste autorisé à exercer sa profession dans ce centre;»;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du neuvième alinéa, après le mot «sociaux», de ce qui suit: «et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit»;

3° par l'insertion, après le dixième alinéa, du suivant:

Coût des services

«La Régie assume aussi, conformément aux dispositions de la loi et des règlements, le coût des services rendus par un professionnel de la santé pour l'exécution d'activités ou de tâches administratives déterminées par règlement pris en vertu de l'article 69.»;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du douzième alinéa, des mots «établissement autre que celui où» par les mots «centre exploité par un établissement autre que celui auprès duquel».

c. A-29,
a. 4.2, mod.

102. L'article 4.2 de cette loi, édicté par l'article 2 du chapitre 23 des lois de 1985, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «prix du fabricant ou d'un grossiste reconnu» par les mots «prix des médicaments vendus par un fabricant ou un grossiste reconnu».

c. A-29,
aa. 4.3 à
4.10, aj.

103. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 4.2, des articles suivants:

Retrait
d'une reconnaissance

«**4.3** Le ministre peut, sur rapport du Conseil consultatif de pharmacologie, retirer temporairement sa reconnaissance à un fabricant ou à un grossiste en médicaments, si celui-ci ne respecte pas les conditions ou les engagements prévus par règlement.

Fabricant

Dans le cas d'un fabricant, ce retrait a pour effet d'exclure de la liste, pour une période de trois mois, tous les médicaments que produit le fabricant.

Grossiste

Dans le cas d'un grossiste, la Régie cesse d'assumer, pour une période de trois mois, le paiement de tous les médicaments que vend le grossiste.

Retrait
temporaire

Si le fabricant ou le grossiste a fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'un retrait temporaire, la période visée au deuxième ou au troisième alinéa est portée à six mois lors d'un nouveau retrait temporaire.

Rembourse-
ment à la
Régie

«**4.4** Le fabricant ou le grossiste visé à l'article 4.3 doit rembourser à la Régie, durant la période de retrait temporaire, les coûts suivants :

a) dans le cas du fabricant, la différence de prix assumée par la Régie par rapport au prix que le fabricant s'était engagé à respecter ;

b) dans le cas du grossiste, la différence entre le prix assumé par la Régie et le prix correspondant à l'engagement du grossiste prévu par règlement ;

c) dans l'un ou l'autre cas, les frais encourus pour aviser les professionnels de la santé du retrait temporaire de la reconnaissance du fabricant ou du grossiste.

Non respect
d'un engage-
ment

Le défaut de se conformer au premier alinéa est réputé constituer le non respect d'un engagement de la part du fabricant ou du grossiste.

Retrait
permanent

«**4.5** Le ministre peut également, sur rapport du Conseil consultatif de pharmacologie, retirer définitivement sa reconnaissance à un fabricant ou à un grossiste, si celui-ci a déjà fait l'objet, au cours des cinq dernières années, de deux retraits temporaires et qu'il est à nouveau en défaut de respecter les conditions ou les engagements prévus par règlement.

Nouvelle
demande

«**4.6** Le fabricant ou le grossiste qui s'est vu retirer sa reconnaissance de façon définitive peut présenter une nouvelle demande de reconnaissance. Toutefois, outre les conditions prescrites par règlement, le fabricant ou le grossiste doit rembourser à la Régie, avant d'être reconnu de nouveau, les coûts suivants :

a) dans le cas du fabricant, la différence de prix assumée par la Régie par rapport au prix que le fabricant s'était engagé à respecter ;

b) dans le cas du grossiste, la différence entre le prix assumé par la Régie et le prix correspondant à l'engagement du grossiste prévu par règlement ;

c) dans l'un ou l'autre cas, les frais encourus pour aviser les professionnels de la santé du retrait définitif de la reconnaissance du fabricant ou du grossiste.

Préavis « **4.7** Avant de décider de retirer sa reconnaissance à un fabricant ou à un grossiste, le ministre lui transmet un préavis d'au moins 30 jours, indiquant les actes qui lui sont reprochés.

Justification Le grossiste ou le fabricant peut, avant l'expiration de ce délai, faire valoir son point de vue.

Appel « **4.8** Le fabricant ou le grossiste qui fait l'objet d'une décision rendue en application des articles 4.3 ou 4.5 peut en appeler à la Commission des affaires sociales, dans les 30 jours de la notification qui lui en a été faite.

Publication « **4.9** La décision du ministre de retirer sa reconnaissance prend effet le jour de la publication à la *Gazette officielle du Québec* d'un avis à cet effet et la période de trois ou six mois d'un retrait temporaire se calcule à compter de ce jour.

Délai « **4.10** Le ministre ne peut publier l'avis prévu à l'article 4.9 avant que le délai d'appel prévu à l'article 4.8 ne soit expiré ou, s'il y a appel, avant que la Commission n'ait rendu sa décision. ».

c. A-29,
a. 9.0.0.1,
aj. **104.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant :

Production de la carte d'assurance-maladie « **9.0.0.1** La production de la carte d'assurance-maladie ou de la carte d'admissibilité ne peut être exigée qu'à des fins liées à la prestation de services ou à la fourniture de biens ou de ressources en matière de santé ou de services sociaux dont le coût est assumé par le gouvernement, en tout ou en partie, directement ou indirectement, en vertu d'une loi dont l'application relève du ministre de la Santé et des Services sociaux. ».

c. A-29,
aa. 9.0.2 à
9.0.4, aj. **105.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9.0.1, des suivants :

Refus de délivrance d'une carte « **9.0.2** La Régie peut notamment refuser de délivrer une carte d'assurance-maladie ou une carte d'admissibilité à une personne qui demande de s'inscrire à la Régie ou qui demande le renouvellement de son inscription lorsqu'elle est déjà débitrice de la Régie à l'égard du coût d'un service assuré payé pour elle par la Régie ou à l'égard des frais exigibles pour le remplacement de la carte d'assurance-maladie.

Photographie et signature « **9.0.3** La carte d'assurance-maladie ou la carte d'admissibilité comporte une photographie du bénéficiaire conforme aux normes prescrites par règlement ainsi que sa signature.

Exception

Toutefois, la Régie peut délivrer une carte d'assurance-maladie ou une carte d'admissibilité sans la photographie ou la signature du bénéficiaire, selon les cas, conditions et circonstances déterminés par règlement.

Demandes
authen-
tifiées

«**9.0.4** La demande d'inscription, la demande de renouvellement d'inscription et la demande de remplacement de la carte d'assurance-maladie ou de la carte d'admissibilité doivent être authentifiées conformément au règlement, à l'exception d'une demande pour laquelle la Régie délivre une carte d'assurance-maladie ou une carte d'admissibilité sans la photographie et la signature du bénéficiaire. ».

c. A-29,
a. 19.1,
mod.

106. L'article 19.1 de cette loi, modifié par l'article 566 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, des mots « dans les établissements affiliés à une université » par ce qui suit: « auprès des établissements qui ont conclu un contrat d'affiliation, une entente ou un contrat de services conformément à l'article 110 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou auprès des établissements affiliés à une université au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. A-29,
a. 22, mod.

107. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 77 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 568 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* du deuxième alinéa par le suivant:

«*d*) si le bénéficiaire est hébergé par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou s'il est hébergé dans un centre d'accueil ou un centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de longue durée au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et des règlements adoptés sous l'autorité de cette loi; ».

c. A-29,
a. 65, mod.

108. L'article 65 de cette loi, modifié par l'article 577 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la huitième ligne du troisième alinéa, après le mot « des », des mots « usagers ou, selon le cas, des ».

c. A-29,
a. 66.1,
mod.

109. L'article 66.1 de cette loi, modifié par l'article 578 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'insertion,

dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par ».

c. A-29,
a. 67, mod.

110. L'article 67 de cette loi, modifié par l'article 579 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot « ou », des mots « une installation maintenue par ».

c. A-29,
a. 68.2, aj.

111. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68.1, de ce qui suit:

Demande
d'identi-
fication

« **68.2** Le ministère de la Santé et des Services sociaux doit fournir à la Régie, sur demande, l'identification des personnes hébergées qui sont assujetties au régime de contribution des adultes hébergés, afin de permettre à la Régie de délivrer à ces personnes une carte d'assurance-maladie ou une carte d'admissibilité sans leur photographie et leur signature. ».

c. A-29,
a. 69, mod.

112. L'article 69 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 56 des lois de 1990 et par l'article 581 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *i* du premier alinéa, du suivant:

« *i.1*) déterminer les activités ou tâches administratives qu'assume un professionnel de la santé et qui doivent être considérées comme des services assurés aux fins du onzième alinéa de l'article 3; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *l* du premier alinéa, des suivants:

« *l.1*) prescrire les normes relatives à la photographie que doit fournir une personne qui s'inscrit à la Régie, qui demande le renouvellement de son inscription ou le remplacement de sa carte d'assurance-maladie ou de sa carte d'admissibilité;

« *l.2*) déterminer les modalités suivant lesquelles une demande d'inscription, de renouvellement d'inscription ou de remplacement d'une carte d'assurance-maladie ou d'une carte d'admissibilité doit être authentifiée, les catégories de personnes, les ministères, les organismes publics ou les établissements qui, en outre de la Régie, sont autorisés à authentifier ces demandes selon les catégories de bénéficiaires qu'il indique, les documents qui doivent être présentés par la personne qui fait une demande ainsi que les conditions qu'elle doit remplir à l'occasion de l'authentification de sa demande; »;

3° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa, après le mot « *i* », de ce qui suit: « , *i.1* ».

c. A-29,
a. 69.0.2,
mod.

113. L'article 69.0.2 de cette loi, modifié par l'article 582 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « ou *w* » par les mots « , *w* ou *x* ».

c. A-29,
a. 69.1,
mod.

114. L'article 69.1 de cette loi, modifié par l'article 583 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *e* à *h*.

c. A-29,
a. 72, mod.

115. L'article 72 de cette loi, modifié par l'article 585 du chapitre 42 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *h* du premier alinéa, des mots « et déterminer les cas, les circonstances et les conditions selon lesquels la Régie peut ou doit délivrer une carte d'assurance-maladie ou une carte d'admissibilité sans la photographie ou la signature du bénéficiaire ».

c. A-29,
a. 77.1.1,
mod.

116. L'article 77.1.1 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « établissement », de ce qui suit: « en vertu de l'article 257 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit ».

c. A-29,
a. 96, mod.

117. L'article 96 de cette loi est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans la première ligne du paragraphe 3°, du mot « dans » par le mot « pour ».

c. A-29,
a. 99, mod.

118. L'article 99 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « fonctionnement », des mots « des activités ».

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

c. C-11,
annexe,
mod.

119. L'Annexe de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11), modifiée par l'article 115 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifiée par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe 4 de la section A, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

c. C-19,
a. 29, mod. **120.** L'article 29 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 1^o du premier alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. C-19,
a. 29.5,
mod. **121.** L'article 29.5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par ce qui suit: « visé dans l'article 29 ».

c. C-19,
a. 29.7,
mod. **122.** L'article 29.7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par ce qui suit: « visé dans l'article 29 ».

c. C-19,
a. 464, mod. **123.** L'article 464 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 6^o, des mots « centres hospitaliers » par ce qui suit: « établissements qui exploitent un centre hospitalier au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

c. C-24.2,
a. 552, mod. **124.** L'article 552 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), remplacé par l'article 215 du chapitre 83 des lois de 1990, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « de santé » par ce qui suit: « qui fournit des services de santé et qui est visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

c. C-24.2,
a. 626, mod. **125.** L'article 626 de ce code, modifié par l'article 232 du chapitre 83 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 11^o, des mots « et des centres hospitaliers » par les mots « , des installations maintenues par un établissement qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et des centres hospitaliers visés par la Loi sur

les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

c. C-25,
a. 70.2,
mod.

126. L'article 70.2 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Les demandes qui concernent l'intégrité de la personne gardée par un établissement visé par les lois relatives aux services de santé et aux services sociaux peuvent être portées devant le tribunal du lieu où est gardée cette personne. ».

c. C-25,
a. 852, mod.

127. L'article 852 de ce code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « détenue dans un hôpital pour malades mentaux, » par les mots « gardée par un établissement visé par les lois relatives aux services de santé et aux services sociaux ou dans le cas d'une personne détenue dans ».

CODE DU TRAVAIL

c. C-27,
a. 111.0.16,
mod.

128. L'article 111.0.16 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), modifié par l'article 3 du chapitre 69 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 1.1° un établissement et une régie régionale visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) qui ne sont pas visés au paragraphe 2° de l'article 111.2; »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

c. C-27,
a. 111.10,
mod.

129. L'article 111.10 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Maintien
des
services

« **111.10** Lors d'une grève des salariés d'un établissement, le pourcentage de salariés à maintenir par quart de travail parmi les salariés qui seraient habituellement en fonction lors de cette période est d'au moins :

1° 90 % dans le cas d'un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée, un centre de réadaptation,

un centre hospitalier de soins psychiatriques, un centre hospitalier spécialisé en neurologie ou en cardiologie ou un centre hospitalier doté d'un département clinique de psychiatrie ou d'un département de santé communautaire, dans le cas d'un établissement à qui une régie régionale confie des fonctions reliées à la santé publique ou dans le cas d'un centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de longue durée ou d'un centre d'accueil;

2° 80 % dans le cas d'un établissement qui exploite un centre hospitalier autre qu'un centre hospitalier visé au paragraphe 1° ou d'un établissement désigné centre de santé;

3° 60 % dans le cas d'un établissement qui exploite un centre local de services communautaires;

4° 55 % dans le cas d'un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou dans le cas d'un centre de services sociaux. ».

c. C-27,
a. 111.10.1,
mod.

130. L'article 111.10.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, des mots « d'un bénéficiaire à l'établissement » par les mots « d'une personne aux services de l'établissement ».

c. C-27,
a. 111.10.3,
mod.

131. L'article 111.10.3 de ce code est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du troisième alinéa, des mots « d'un bénéficiaire à l'établissement » par les mots « d'une personne aux services de l'établissement ».

c. C-27,
a. 111.13,
mod.

132. L'article 111.13 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « est interdit dans » par les mots « ne peut être décrété par ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

c. C-27.1,
a. 7, mod.

133. L'article 7 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. C-27.1,
a. 14.3,
mod.

134. L'article 14.3 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par ce qui suit: « visé dans l'article 7 ».

c. C-27.1,
a. 14.5,
mod.

135. L'article 14.5 de ce code est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par ce qui suit : « visé dans l'article 7 ».

c. C-27.1,
a. 524, mod.

136. L'article 524 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 3°, des mots « centres hospitaliers » par ce qui suit : « établissements qui exploitent un centre hospitalier au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

c. C-34,
a. 21, mod.

137. L'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifié :

1° par le remplacement des deux dernières lignes du paragraphe *d* par ce qui suit : « vertu de l'article 27 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou en vertu du sixième alinéa de l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *e*, de tout ce qui suit le mot « logées » par ce qui suit : « en vertu de l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit par le conseil régional institué pour la région 10-A au sens de cette loi » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *f*, de tout ce qui suit le mot « vertu » par ce qui suit : « de l'article 148 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou en vertu des articles 48 ou 59 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit » ;

4° par l'insertion, après le paragraphe *f*, du suivant :

« *f.1*) les appels logés par des médecins ou des dentistes en vertu des articles 205 et 252 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux logés par des pharmaciens en vertu de l'article 253 de cette loi » ;

5° par l'addition, à la fin du paragraphe *g*, des mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

6° par le remplacement des deux dernières lignes du paragraphe *h* par ce qui suit: « en vertu de l'article 450 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou en vertu de l'article 148 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit; »;

7° par le remplacement, dans le paragraphe *h.1*, de tout ce qui suit le mot « vertu » par ce qui suit: « de l'article 453 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou en vertu de l'article 182.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit; »;

8° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *i*, après le mot « appels », de ce qui suit: « concernant l'exonération d'un paiement logé en vertu de l'article 517 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux »;

9° par le remplacement de la dernière ligne du paragraphe *i* par ce qui suit: « de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit; »;

10° par l'insertion, après le paragraphe *k*, du paragraphe suivant:

« *k.1*) les appels interjetés par les fabricants ou les grossistes en médicaments en vertu de l'article 4.8 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29); ».

c. C-34,
a. 28, mod.

138. L'article 28 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « paragraphes », de ce qui suit: « *f.1*, »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, de ce qui suit: « et *j.1* » par ce qui suit: « , *j.1*, *k.1* »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du second alinéa, des mots « le paragraphe *h.1* » par les mots « les paragraphes *h.1* et *k.1* ».

c. C-34,
a. 29, mod.

139. L'article 29 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après ce qui suit: « *j* » de ce qui suit: « , *k.1* »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa, après le mot « paragraphes », de ce qui suit : « f.1, ».

c. C-34,
a. 32, mod.

140. L'article 32 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après ce qui suit : « a à » de ce qui suit : « h, i à k, » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « le paragraphe » par les mots « les paragraphes k.1 et ».

LOI SUR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE

c. C-37,
a. 14, mod.

141. L'article 14 de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37) est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « , des centres hospitaliers ».

c. C-37,
a. 15, ab.

142. L'article 15 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC

c. C-81,
a. 14, mod.

143. L'article 14 de la Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « de santé ou des services sociaux » par ce qui suit : « visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) » ;

2° par le remplacement du dernier alinéa par le suivant :

Régime de
protection

« Le curateur public fait de même sur réception du rapport que lui transmet, en vertu de l'article 10 de la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41), le directeur des services professionnels d'un établissement visé au premier alinéa et qui exploite un centre hospitalier. ».

c. C-81,
a. 16, mod.

144. L'article 16 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes, des mots « un employé de l'établissement de santé ou des services sociaux où le majeur est soigné et n'y occupe aucune fonction » par ce qui suit : « un salarié de l'établissement visé dans l'article 14 qui dispense des

soins au majeur et qu'elle n'occupe aucune fonction pour cet établissement »;

2° par le remplacement, dans l'avant-dernière ligne, des mots « l'employé » par les mots « le salarié ».

c. C-81,
a. 28, mod.

145. L'article 28 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit: « Malgré l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou malgré l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, le curateur public ou une personne »;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « un établissement de santé ou de services sociaux » par les mots « une installation maintenue par un établissement visé, selon le cas, par l'une ou l'autre de ces lois ».

c. C-81,
a. 68, mod.

146. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° déterminer les renseignements que le directeur général ou le directeur des services professionnels d'un établissement visé dans l'article 14 doit fournir au curateur public en vertu de cet article; ».

LOI SUR LES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE

c. D-2,
a. 29, mod.

147. L'article 29 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, des mots « centre de réadaptation » par ce qui suit: « établissement qui exploite un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), d'un centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) et des règlements adoptés sous l'autorité de cette loi ».

LOI SUR LES DENTISTES

c. D-3, a. 1,
mod.

148. L'article 1 de la Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3) est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« établis-
sement »

« *f* » « établissement »: un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses

dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); ».

c. D-3,
a. 15, mod.

149. L'article 15 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, après le mot « les », des mots « centres exploités par les ».

c. D-3,
a. 16, mod.

150. L'article 16 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la troisième ligne, des mots « centres exploités par les ».

c. D-3,
a. 18.1,
mod.

151. L'article 18.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « pharmaciens », des mots « institué pour un établissement et ».

LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE

c. D-8.1,
annexe,
mod.

152. L'Annexe de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1), modifiée par l'article 122 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifiée par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5). ».

LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS

c. E-2.2,
a. 50, mod.

153. L'article 50 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) est modifié au deuxième alinéa:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « séjourne dans un centre hospitalier ou dans un centre d'accueil » par ce qui suit: « est hébergée dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) »;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « au centre hospitalier ou au centre d'accueil » par les mots « à cette installation ou à ce centre ».

c. E-2.2,
a. 189, mod.

154. L'article 189 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives ou la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. E-2.2,
a. 521, mod.

155. L'article 521 de cette loi est modifié au deuxième alinéa:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « séjourne dans un centre hospitalier ou dans un centre d'accueil » par les mots: « est hébergée dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « au centre hospitalier ou au centre d'accueil » par les mots « à cette installation ou à ce centre ».

LOI SUR LES ÉLECTIONS SCOLAIRES

c. E-2.3,
a. 94, mod.

156. L'article 94 de la Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « ou de la présence d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil dans la circonscription, » par ce qui suit: « dans la circonscription ou de la présence, dans cette circonscription, d'une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), ».

LOI ÉLECTORALE

c. E-3.3,
a. 3, mod.

157. L'article 3 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Lieu du
domicile

« Un électeur qui est hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre

d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un centre hospitalier ou un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) peut être considéré comme domicilié soit à son domicile, soit à cette installation ou à ce centre. ».

c. E-3.3,
a. 162,
remp.
Modalités
de recen-
sement

158. L'article 162 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **162.** Le directeur du scrutin peut établir avec le directeur général d'un établissement visé dans l'article 3 les modalités de recensement des personnes hébergées par cet établissement afin d'assurer leur inscription sur la liste électorale.

Accès

Ces modalités doivent notamment prévoir que les recenseurs ont accès auprès de ces personnes. ».

c. E-3.3,
a. 163,
remp.
Accès

159. L'article 163 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **163.** Le propriétaire, l'administrateur, le concierge ou le gardien d'un immeuble d'habitation doit permettre et faciliter l'accès de cet immeuble aux recenseurs.

Accès

Il en est de même pour le directeur général d'un établissement visé dans l'article 3 quant à toute installation maintenue par un tel établissement. ».

c. E-3.3,
a. 191, mod.

160. L'article 191 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « un centre hospitalier ou un centre d'accueil » par ce qui suit : « une installation maintenue par un établissement visé dans l'article 3 ».

c. E-3.3,
a. 292, mod.

161. L'article 292 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil » par ce qui suit : « général d'un établissement visé dans l'article 3 ».

c. E-3.3,
a. 304, mod.

162. L'article 304 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « centre hospitalier et centre d'accueil de » par ce qui suit : « installation maintenue par un établissement visé dans l'article 3 et située dans ».

c. E-3.3,
a. 305, mod.

163. L'article 305 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de ce qui suit : « constitués en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) » par les mots « publics visés par la Loi sur les services

de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. E-3.3,
a. 551, mod.

164. L'article 551 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 6°, des mots « ou le directeur d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 6°, du suivant :

« 6.1° le directeur général d'un établissement visé dans l'article 3 qui limite, restreint ou ne facilite pas l'accès à une installation maintenue par cet établissement à un recenseur ou à une personne chargée de distribuer les listes électorales ; ».

c. E-3.3,
a. 553, mod.

165. L'article 553 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1°, des mots « d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil » par ce qui suit : « général d'un établissement visé dans l'article 3 ».

LOI CONCERNANT LES ENQUÊTES SUR LES INCENDIES

c. E-8,
a. 21.1,
mod.

166. L'article 21.1 de la Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « centre d'accueil » par ce qui suit : « établissement qui exploite un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

c. E-20.1,
a. 1, mod.

167. L'article 1 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe c, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

c. F-2.1,
a. 204, mod.

168. L'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), modifié par l'article 100 du chapitre 32 des lois de 1991,

est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 14° par le suivant :

« 14° un immeuble appartenant à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), à un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 99 ou à l'article 551 de cette loi et qui exploite un centre local de services communautaires, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation, à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (chapitre S-5), à un centre d'accueil visé à l'article 12 de cette loi ou à une coopérative ou un organisme à but non lucratif qui est titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie ou d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial délivré en vertu de la Loi sur les services de garde à l'enfance (chapitre S-4.1); ».

c. F-2.1,
a. 236, mod.

169. L'article 236 de cette loi, modifié par l'article 113 du chapitre 85 des lois de 1990, par l'article 20 du chapitre 29 des lois de 1991 et par l'article 116 du chapitre 32 des lois de 1991, est de nouveau modifié au paragraphe 1° :

1° par l'insertion, dans la douzième ligne, après la virgule, de ce qui suit : « un établissement public visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 99 ou à l'article 551 de cette loi et qui exploite un centre local de services communautaires, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation, » ;

2° par l'addition, à la fin de la treizième ligne, des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES HEURES ET LES JOURS D'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

c. H-2.1,
a. 10, mod.

170. L'article 10 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1) est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1.1° une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42); » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES IMPÔTS

c. I-3,
a. 776.29,
mod.

171. L'article 776.29 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 93 du chapitre 25 des lois de 1991, est de nouveau modifié par la suppression, dans les sixième et septième lignes du sous-paragraphe iv du paragraphe c du premier alinéa, de ce qui suit: « la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) ou par ».

LOI SUR LES INFIRMIÈRES ET LES INFIRMIERS

c. I-8, a. 1,
mod.

172. L'article 1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8) est modifié par le remplacement du paragraphe f par le suivant:

«établissement»

«f) «établissement»: un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); ».

c. I-8, a. 11,
mod.

173. L'article 11 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe a, après le mot « les », des mots « centres exploités par les ».

LOI SUR LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIKES

c. I-8.1,
section
VIII,
ab.

174. La section VIII de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1) est abrogée.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

c. I-13.3,
a. 204, mod.

175. L'article 204 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE POUR LES AUTOCHTONES CRIS, INUIT ET NASKAPIS

c. I-14,
a. 34, mod.

176. L'article 34 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI ASSURANT LE MAINTIEN DES SERVICES ESSENTIELS DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUXc. M-1.1,
a. 1, mod.

177. L'article 1 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1) est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « établissements », des mots « , aux régies régionales » ;

2° par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « établissement », des mots « , d'une régie régionale » ;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du troisième alinéa, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

c. M-1.1,
a. 3, mod.

178. L'article 3 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Régie
régionale

« Il en est de même, à compter de 00h01 le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article qui édicte le présent alinéa*), pour toute régie régionale. ».

c. M-1.1,
a. 8, mod.

179. L'article 8 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « établissement », des mots « , d'une régie régionale ».

c. M-1.1,
a. 9, mod.

180. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement des quatre premières lignes du premier alinéa par ce qui suit :

Décret pour
assurer les
services

« **9.** Si les salariés d'un établissement, d'une régie régionale, d'un conseil régional, d'un exploitant de service d'ambulance ou d'une catégorie d'établissements, de régies régionales, de conseils régionaux ou d'exploitants de service d'ambulance que détermine le gouvernement ne se conforment pas à l'article 2 en ».

c. M-1.1,
a. 10, mod.

181. L'article 10 de cette loi, modifié par l'article 74 du chapitre 33 des lois de 1991, est de nouveau modifié au paragraphe 2° :

1° par l'insertion, dans la cinquième ligne, après le mot « établissement », des mots « , d'une régie régionale » ;

2° par l'insertion, dans la sixième ligne, après les mots « d'établissements », des mots « , de régies régionales ».

c. M-1.1,
a. 18, mod.

182. L'article 18 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot «établissement», des mots « , une régie régionale »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «établissement», des mots « , une régie régionale »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, des mots « le conseil régional » par les mots « la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, »;

4° par le remplacement, dans la dernière ligne du dernier alinéa, des mots « le conseil régional » par les mots « la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, ».

c. M-1.1,
a. 19, mod.

183. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les premières et deuxième lignes du dernier alinéa, des mots « le conseil régional » par les mots « la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, ».

c. M-1.1,
a. 20, mod.

184. L'article 20 de cette loi est modifié au dernier alinéa:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot «établissement», des mots « , régie régionale »;

2° par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « le conseil régional » par les mots « la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, ».

c. M-1.1,
a. 23, mod.

185. L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième lignes du dernier alinéa par les mots « de soumettre un salarié d'un établissement, d'une régie régionale, d'un conseil régional ou d'un exploitant de service d'ambulance qui a terminé sa période de probation à une ».

c. M-1.1,
a. 24, mod.

186. L'article 24 de cette loi est modifié au dernier alinéa:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après les mots « lorsqu'un », des mots « usager au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou un »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « (chapitre S-5) », par les mots « pour les autochtones cris et inuit »;

3° par l'insertion, dans la sixième ligne, après le mot « que », des mots « l'usager ou ».

c. M-1.1,
a. 25, mod.

187. L'article 25 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « établissement », des mots « , une régie régionale ».

LOI MÉDICALE

c. M-9, a. 1,
mod.

188. L'article 1 de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9) est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

«établissement»

«*f*) «établissement» : un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); ».

c. M-9,
a. 15, mod.

189. L'article 15 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, entre les mots « les » et « établissements », des mots « centres exploités par les ».

c. M-9,
a. 16, mod.

190. L'article 16 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la troisième ligne, des mots « centres exploités par les ».

c. M-9,
a. 18.1,
mod.

191. L'article 18.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « pharmaciens », des mots « institué pour un établissement et ».

LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

c. N-1.1,
a. 30, mod.

192. L'article 30 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1), modifié par l'article 10 du chapitre 73 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 7°, du suivant :

« 7.1° un établissement, une régie régionale ou une ressource de type familial visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) dans la proportion des sommes d'argent qu'ils reçoivent en vertu de cette loi; » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 8°, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LE NOTARIAT

c. N-2,
a. 120, mod.

193. L'article 120 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) est modifié au paragraphe 1 :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par un établissement qui exploite »;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne, du mot « du » par les mots « de l'établissement qui exploite le ».

LOI SUR L'OPTOMÉTRIE

c. O-7, a. 1, mod. **194.** L'article 1 de la Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7) est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

«établissement» «*f*) «établissement» : un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); ».

c. O-7, a. 7, mod. **195.** L'article 7 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la deuxième ligne du paragraphe *a*, des mots « centres exploités par les ».

c. O-7, a. 8, mod. **196.** L'article 8 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la troisième ligne, des mots « centres exploités par les ».

LOI SUR LA PHARMACIE

c. P-10, a. 1, mod. **197.** L'article 1 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10), modifié par l'article 1 du chapitre 75 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant :

«établissement» «*g*) «établissement» : un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); ».

c. P-10, a. 8.1, mod. **198.** L'article 8.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « pharmaciens », des mots « institué pour un établissement et ».

c. P-10, a. 18, mod. **199.** L'article 18 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 75 des lois de 1990, est de nouveau modifié au deuxième alinéa :

1° par le remplacement, dans les troisième et sixième lignes, des mots « qui y sont admises ou inscrites » par les mots « qui sont admises ou inscrites auprès de lui »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « attaché à » par les mots « qui exerce sa profession dans tout centre exploité par ».

c. P-10,
a. 37, mod.

200. L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) déterminer dans quelles circonstances de temps et de lieu un établissement qui exploite un centre où un pharmacien ou un médecin exerce sa profession peut vendre ou fournir des médicaments aux personnes qui ne sont pas admises ou inscrites auprès de cet établissement. ».

LOI SUR LA PRATIQUE DES SAGES-FEMMES DANS LE CADRE DE PROJETS-PILOTES

c. P-16.1,
a. 4, remp.

201. L'article 4 de la Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (L.R.Q., chapitre P-16.1) est remplacé par le suivant :

Élaboration

« **4.** Un projet-pilote peut être élaboré par un établissement public visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) et qui exploite un centre hospitalier, par un tel établissement qui exploite un centre local de services communautaires ou conjointement par ces deux établissements. ».

c. P-16.1,
a. 5, mod.

202. L'article 5 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après les mots « lieu dans », des mots « une installation maintenue par un établissement qui exploite ».

c. P-16.1,
intitulé,
mod.

203. L'intitulé de la section III de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots « DE LA PRATIQUE DES SAGES-FEMMES ».

c. P-16.1,
a. 11, mod.

204. L'article 11 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « lorsqu'un tel conseil est institué dans l'établissement ou, à défaut, » par les mots « institué pour l'établissement ou, s'il n'y en a pas, » ;

2° par le remplacement de la deuxième ligne du paragraphe 3° du premier alinéa par les mots « par le conseil des infirmières et infirmiers ou le conseil consultatif du personnel clinique, selon le cas ; ».

c. P-16.1,
a. 29, mod. **205.** L'article 29 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par ».

c. P-16.1,
a. 35, mod. **206.** L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « un centre local de services communautaires et un centre hospitalier, ces deux établissements » par les mots « deux établissements, ils ».

c. P-16.1,
a. 37, mod. **207.** L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « du centre hospitalier, du centre local de services communautaires ou de ces » par les mots « de l'établissement concerné ou des ».

c. P-16.1,
a. 38, mod. **208.** L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS MARINS ET LES ALIMENTS

c. P-29, a. 1,
mod. **209.** L'article 1 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29), modifié par l'article 1 du chapitre 80 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du paragraphe *k*, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

c. P-34.1,
a. 1, mod. **210.** L'article 1 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe *b* du premier alinéa, de tout ce qui suit « jeunesse » par les mots « nommé pour un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un centre de services sociaux » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

Interpré-
tation

« Les expressions « centre hospitalier », « centre local de services communautaires », « établissement » et « famille d'accueil » ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou

la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (chapitre S-5), selon le cas.

Interpré-
tation

Les expressions «centre de protection de l'enfance et de la jeunesse», «centre de réadaptation» et «régie régionale» ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Interpré-
tation

Les expressions «centre d'accueil», «centre de services sociaux» et «conseil régional» ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit. ».

c. P-34.1,
a. 7, mod.

211. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots «d'un centre ou d'une famille d'accueil à un autre centre ou famille d'accueil» par les mots «d'une famille d'accueil ou d'une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil à une autre famille d'accueil ou à une installation maintenue par un autre établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil».

c. P-34.1,
a. 9, mod.

212. L'article 9 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots «dans un centre ou» par le mot «par»;

2° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après les mots «d'accueil», des mots «ou par un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil»;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots «du centre d'accueil» par les mots «de l'établissement qui exploite le centre de réadaptation ou le centre d'accueil».

c. P-34.1,
a. 10, mod.

213. L'article 10 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots «dans l'établissement» par les mots «à l'intérieur de ses installations»;

2° par l'insertion, dans l'avant-dernière ligne, après le mot «sociaux,», des mots «à la régie régionale,»;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots «au centre de services sociaux» par les mots «à l'établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un centre de services sociaux, selon le cas».

c. P-34.1,
a. 11.1,
mod.

214. L'article 11.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « dans » par le mot « par ».

c. P-34.1,
a. 26, mod.

215. L'article 26 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « Malgré », de ce qui suit : « l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou malgré » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

3° par l'insertion, dans la quatrième ligne, après les mots « pénétrer dans », des mots « une installation maintenue par ».

c. P-34.1,
a. 31, mod.

216. L'article 31 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « dans » par le mot « pour » ;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, des mots « des centres » par les mots « des établissements qui exploitent un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un centre » ;

3° par le remplacement, à la fin de la première ligne du deuxième alinéa, des mots « du centre » par les mots « de l'établissement » ;

4° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « du conseil régional, des organismes et des centres d'accueil visés par la présente loi » par les mots « de la régie régionale ou du conseil régional, des organismes et des établissements qui exploitent un centre de réadaptation ou un centre d'accueil et » ;

5° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « par le » par les mots « par l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le ».

c. P-34.1,
a. 31.2,
mod.

217. L'article 31.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après les mots « d'un », des mots « établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un ».

c. P-34.1,
a. 34, mod.

218. L'article 34 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « d'un » par les mots « fournis par un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un ».

c. P-34.1,
a. 36, mod.

219. L'article 36 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « Malgré », de ce qui suit : « l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou malgré » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

3° par l'insertion, dans la huitième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par ».

c. P-34.1,
a. 37, mod.

220. L'article 37 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après les mots « d'un », des mots « établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « Commission, », des mots « à la régie régionale ou ».

c. P-34.1,
a. 38.1,
mod.

221. L'article 38.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, des mots « , un centre d'accueil » par les mots « ou une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 46, mod.

222. L'article 46 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant :

« *b*) confier l'enfant sans délai à un établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'accueil ou un centre hospitalier, à une famille d'accueil, à un organisme approprié ou à toute autre personne ; » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Accueil
obligatoire

« Lorsque la mesure retenue est de confier l'enfant à un établissement visé au paragraphe *b* du premier alinéa, le directeur doit préciser si la mesure comporte un hébergement. L'établissement désigné est tenu de recevoir l'enfant. ».

c. P-34.1,
a. 48, mod.

223. L'article 48 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « du centre de services sociaux » par les mots « de l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le centre de services sociaux et »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, après le mot « Tout », des mots « établissement qui exploite un ».

c. P-34.1,
a. 48.1,
mod.

224. L'article 48.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « centre hospitalier » par les mots « établissement qui exploite un centre hospitalier et »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « le médecin n'accorde à l'enfant » par les mots « l'enfant n'obtienne »;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. P-34.1,
a. 54, mod.

225. L'article 54 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, des mots « oeuvrant au sein d'un établissement ou d'un » par les mots « qui travaille pour un établissement ou un »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *e* du premier alinéa, des mots « centre hospitalier, à » par les mots « établissement qui exploite un centre hospitalier ou »;

3° par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par le suivant:

« *h*) que l'enfant soit confié pour une période déterminée à un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ou à une famille d'accueil, choisi par l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le centre de services sociaux; »;

4° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du dernier alinéa, des mots « centre d'accueil ou à » par les mots « établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'accueil ou ».

c. P-34.1,
a. 56, mod.

226. L'article 56 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « en famille d'accueil ou en centre d'accueil » par les mots « par une famille d'accueil ou un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « centre d'accueil » par les mots « établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil et qui est ».

c. P-34.1,
a. 57.1,
mod.

227. L'article 57.1 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « placé en famille d'accueil ou en centre d'accueil » par les mots « confié à une famille d'accueil ou à un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 62, mod.

228. L'article 62 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Désignation
d'établisse-
ment

« **62.** Lorsque le tribunal ordonne l'hébergement obligatoire d'un enfant, il charge le directeur de désigner un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ou une famille d'accueil à qui l'enfant peut être confié et de voir à ce que l'hébergement s'effectue dans des conditions adéquates. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « centre d'accueil ou » par les mots « établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'accueil ou un »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du dernier alinéa, du mot « Le » par les mots « L'établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou un »;

4° par le remplacement, dans la dernière ligne du dernier alinéa, des mots « du centre d'accueil » par les mots « de l'établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 64, mod.

229. L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « le centre d'accueil » par les mots « l'établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 65, mod.

230. L'article 65 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « pour les autochtones cris et inuit ou à l'article 512 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ».

c. P-34.1,
a. 67, mod.

231. L'article 67 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « du centre de services sociaux dans » par les mots « desservi par l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le centre de services sociaux pour » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots « du centre de services sociaux dans » par les mots « desservi par l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le centre de services sociaux pour ».

c. P-34.1,
a. 68, mod.

232. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « au centre de services sociaux dans » par les mots « à l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le centre de services sociaux pour ».

c. P-34.1,
a. 70, remp.

233. L'article 70 de cette loi est remplacé par le suivant :

Dispositions
applicables

« **70.** Les articles 490 à 502 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives s'appliquent à un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et qui ne remplit pas adéquatement l'une ou l'autre des tâches, fonctions et obligations qui lui sont dévolues par la présente loi.

Autochtones
cris et
inuit

La section VIII de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit s'applique à un établissement qui exploite un centre de services sociaux qui ne remplit pas adéquatement l'une ou l'autre des tâches, fonctions et obligations qui lui sont dévolues par la présente loi. ».

c. P-34.1,
a. 74.2,
mod.

234. L'article 74.2 de cette loi est modifié au paragraphe c :

1° par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « dans un centre d'accueil ou » par le mot « par » ;

2° par l'addition, à la fin, des mots « ou un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 75, mod. **235.** L'article 75 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « oeuvrant dans » par les mots « travaillant pour ».

c. P-34.1,
a. 79, mod. **236.** L'article 79 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « en » par les mots « par une » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « en centre d'accueil » par les mots « un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre d'accueil ».

c. P-34.1,
a. 86, mod. **237.** L'article 86 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin de la première ligne du dernier alinéa, du mot « du » par les mots « de l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ou le ».

c. P-34.1,
a. 96, mod. **238.** L'article 96 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *h* du premier alinéa, des mots « où l'enfant est hébergé » par les mots « qui héberge l'enfant ».

c. P-34.1,
a. 134, mod. **239.** L'article 134 de cette loi, modifié par l'article 690 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 105 du chapitre 33 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *e* du premier alinéa, des mots « où il est hébergé » par les mots « qui l'héberge ».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

c. P-35, a. 1,
mod. **240.** L'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35), modifié par l'article 1 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) « centre hospitalier » désigne un centre hospitalier visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5); » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *a* du premier alinéa, des paragraphes suivants :

«centre
local de
services
communau-
taires»

«a.1) «centre local de services communautaires» désigne un centre local de services communautaires visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«conseil
régional»

«a.2) «conseil régional» désigne un conseil de la santé et des services sociaux institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«établisse-
ment»

«a.3) «établissement» désigne un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;»;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, tel que ce paragraphe se lisait avant d'être modifié par l'article 1 du chapitre 55 des lois de 1990, des mots «d'un» par les mots «d'une installation maintenue par un»;

4° par l'insertion, après le paragraphe *g* du premier alinéa, du suivant:

«régie
régionale»

«g.1) «régie régionale» désigne une régie régionale de la santé et des services sociaux instituée en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;»;

5° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *m* du premier alinéa, des mots «d'un» par les mots «d'une installation maintenue par un établissement qui exploite un»;

6° par le remplacement, dans la troisième ligne du dernier alinéa, de la virgule par les mots «pour les autochtones cris et inuit»;

7° par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de la phrase suivante: «Un tel laboratoire comprend également un cabinet privé de professionnel au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives dans lequel un équipement est utilisé pour exercer l'une des activités mentionnées au paragraphe *b* du premier alinéa.».

c. P-35, a. 2,
mod.

241. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin de la première ligne du paragraphe *d* du deuxième alinéa, des mots «les installations maintenues par des»;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, après le mot « à », des mots « une régie régionale ou à »;

3° par l'insertion, dans l'avant-dernière ligne du troisième alinéa, après les mots « confier à », des mots « une régie régionale ou à »;

4° par l'insertion, dans la quatrième ligne du dernier alinéa, après le mot « par », des mots « une régie régionale ou ».

c. P-35,
a. 2.1, mod.

242. L'article 2.1 de cette loi est modifié au deuxième alinéa:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « par », des mots « une régie régionale ou »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « Le » par les mots « La régie régionale ou le ».

c. P-35, a. 5,
mod.

243. L'article 5 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « chef d'un département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique nommé en vertu de l'article 372 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique »;

3° par le remplacement du troisième alinéa, tel qu'il se lisait avant d'être modifié par l'article 2 du chapitre 55 des lois de 1990, par le suivant:

Déclaration
du direc-
teur d'un
laboratoire

« La personne qui dirige un laboratoire dans une installation maintenue par un établissement ou hors d'une installation maintenue par un établissement ou qui dirige un département de biologie médicale doit déclarer au ministre ou au directeur de la santé publique du territoire, conformément au règlement, les cas où un examen révèle la présence d'une maladie à déclaration obligatoire ou d'une maladie vénérienne. ».

c. P-35,
a. 10, mod.

244. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « rapporter sans délai à un médecin, à un centre local de services communautaires ou à » par les mots « rendre auprès d'un médecin ou d'un établissement qui exploite un centre local de services communautaires ou ».

c. P-35,
a. 11, mod.

245. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de la virgule par les mots « ou un établissement qui exploite ».

c. P-35,
a. 12, mod.

246. L'article 12 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par ».

c. P-35,
a. 31, mod.

247. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié au dernier alinéa :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « ministre », des mots « , par la régie régionale » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « le conseil » par les mots « la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, » ;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit ».

c. P-35,
a. 34, mod.

248. L'article 34 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « ministre », des mots « , à la régie régionale ».

c. P-35,
a. 36, mod.

249. L'article 36 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa, tel qu'il se lisait avant d'être modifié par l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1990, par le suivant :

Délivrance
du permis

« **36.** Sans égard au nombre de permis en vigueur ou au nombre de demandes de permis, le ministre, la régie régionale ou le conseil régional, selon le cas, délivre le permis si le requérant remplit les conditions et les modalités déterminées par règlement du ministre, de la régie régionale ou du conseil régional et s'il verse les droits qui y sont prescrits. » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du quatrième alinéa, après le mot « ministre », des mots « , la régie régionale ».

c. P-35,
a. 39, mod.

250. L'article 39 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « ministre », des mots « , de la régie régionale ».

c. P-35,
a. 40, mod. **251.** L'article 40 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne, après le mot « ministre », des mots « , de la régie régionale ».

c. P-35,
a. 40.1,
mod. **252.** L'article 40.1 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « et », des mots « , selon le cas, la régie régionale ou ».

c. P-35,
a. 41, mod. **253.** L'article 41 de cette loi, modifié par l'article 10 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne de ce qui précède le paragraphe *a*, des mots « ou du conseil régional » par les mots « , de la régie régionale ou du conseil régional, selon le cas, ».

c. P-35,
a. 47, mod. **254.** L'article 47 de cette loi, modifié par l'article 11 du chapitre 44 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « dans lequel » par les mots « qui maintient une installation dans laquelle » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « un établissement », par les mots « une installation maintenue par un établissement, ».

c. P-35,
a. 65, mod. **255.** L'article 65 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « par », des mots « une régie régionale ou ».

c. P-35,
a. 69, mod. **256.** L'article 69 de cette loi, modifié par l'article 11 du chapitre 55 des lois de 1990, est de nouveau modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes du paragraphe *e*, des mots « chef de département de santé communautaire, du médecin et de la personne qui dirige un laboratoire dans un établissement ou hors d'un établissement ou » par les mots « directeur de la santé publique visé dans l'article 5, du médecin et de la personne qui dirige un laboratoire dans une installation maintenue par un établissement ou hors d'une telle installation ou qui dirige » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *i*, des mots « les établissements » par les mots « une installation maintenue par un établissement » ;

3° par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant :

« j) déterminer certains lieux, camps forestiers ou installations temporaires où doivent être fournis des services de santé courants en cas d'absence de services d'un établissement ou de non-accessibilité à ces services; ».

c. P-35,
a. 71, mod.

257. L'article 71 de cette loi, modifié par l'article 696 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 108 du chapitre 33 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « ou le conseil régional » par les mots « , la régie régionale ou le conseil régional, ».

LOI SUR LA PROTECTION DES NON-FUMEURS DANS CERTAINS LIEUX PUBLICS

c. P-38.01,
a. 4, mod.

258. L'article 4 de la Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01) est modifié par le remplacement de la dernière ligne du deuxième alinéa par ce qui suit : « sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5), les régies régionales de la santé et des services sociaux instituées en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) et la Corporation d'hébergement du Québec visée dans l'article 471 de cette loi. ».

c. P-38.01,
a. 7, remp.

259. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

Établissements de santé

« **7.** Les établissements de santé et de services sociaux comprennent les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) et les établissements privés conventionnés au sens de cette loi qui exploitent un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée.

Établissements publics

Ils comprennent également les établissements publics visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5). ».

LOI SUR LA PROTECTION DU MALADE MENTAL

c. P-41, a. 1,
mod.

260. L'article 1 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41) est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe a, des mots « au sens de » par les mots « visé par » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe a, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *b*, du mot « ladite » par le mot « la »;

4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *b*, des mots « qui est aménagé » par les mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et qui dispose de l'organisation et des ressources nécessaires »;

5° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *c*, du mot « ladite » par le mot « la »;

6° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *c*, des mots « , qui est aménagé » par les mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et qui dispose de l'organisation et des ressources nécessaires »;

7° par l'insertion, après le paragraphe *c*, des paragraphes suivants:

«centre
d'accueil»

« *c.1*) « centre d'accueil » : un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«centre
d'héberge-
ment et de
soins de
longue
durée»

« *c.2*) « centre d'hébergement et de soins de longue durée » : un centre d'hébergement et de soins de longue durée au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

«centre de
réadapta-
tion»

« *c.3*) « centre de réadaptation » : un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

«dossier
médical»

« *c.4*) « dossier médical » : le dossier d'un usager visé au chapitre II du titre II de la partie I de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou le dossier d'un bénéficiaire visé au premier alinéa de l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit. ».

c. P-41, a. 2,
mod.

261. L'article 2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot « vers », des mots « un établissement qui exploite ».

c. P-41, a. 4,
mod.

262. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « centre hospitalier

ou d'un » par les mots « établissement qui exploite un centre hospitalier ou un ».

c. P-41, a. 5, mod. **263.** L'article 5 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne, après les mots « d'un », des mots « établissement qui exploite un ».

c. P-41, a. 6, mod. **264.** L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « centre hospitalier ou d'un » par les mots « établissement qui exploite un centre hospitalier ou un ».

c. P-41, a. 9, mod. **265.** L'article 9 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « a été tenu en dehors d'un » par les mots « n'a pas été tenu auprès d'un établissement qui exploite un »;

2° par le remplacement des deux dernières lignes par ce qui suit : « établissement qui exploite un centre hospitalier et qui tient un dossier médical sur la personne qui a subi l'examen ou, à défaut, à l'établissement qui exploite un centre hospitalier et dont le siège social est le plus rapproché. ».

c. P-41, a. 10, mod. **266.** L'article 10 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « centre hospitalier où » par les mots « établissement qui exploite un centre hospitalier auprès duquel »;

2° par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « ce centre hospitalier » par les mots « le centre hospitalier exploité par cet établissement ».

c. P-41, a. 12, mod. **267.** L'article 12 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « Un », des mots « établissement qui exploite un »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Le centre hospitalier » par les mots « L'établissement ».

c. P-41, a. 18, mod. **268.** L'article 18 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par un établissement qui exploite ».

c. P-41,
a. 21, mod. **269.** L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Admission
sans
examen **« 21.** Le directeur des services professionnels d'un établissement qui exploite un centre hospitalier ou, en son absence, tout médecin exerçant dans ce centre peut admettre provisoirement dans une installation maintenue par cet établissement une personne sans qu'elle ait subi un examen clinique psychiatrique s'il juge que l'état mental de cette personne est tel qu'il présente pour elle ou pour autrui un péril grave et immédiat. ».

c. P-41,
a. 22, remp. **270.** L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant :

Personne
en cure
fermée **« 22.** Une personne qui est en cure fermée dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier peut être transférée dans celle d'un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée, un centre de réadaptation ou un centre d'accueil pour y continuer ou y parfaire sa cure fermée, si le médecin qui traite cette personne atteste par un certificat qu'il délivre à cette fin que cette mesure n'offre aucun danger pour la santé ou la sécurité de cette personne ou pour la santé ou la sécurité d'autrui.

Transfert Ce certificat doit désigner l'établissement auprès duquel cette personne doit être transférée et indiquer la période de temps pendant laquelle elle doit séjourner dans une installation maintenue par cet établissement, au terme de laquelle cette personne doit retourner dans celle de l'établissement qui exploite le centre hospitalier. ».

c. P-41,
a. 23, mod. **271.** L'article 23 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « Un », des mots « établissement qui exploite un ».

c. P-41,
a. 24, mod. **272.** L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe a, des mots « où elle séjourne » par les mots « qui la garde ».

c. P-41,
a. 25, mod. **273.** L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « le centre hospitalier qui la libère » par les mots « l'établissement qui exploite le centre hospitalier et qui libère cette personne ».

c. P-41,
a. 26, mod. **274.** L'article 26 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « centre hospitalier où une personne est » par les mots

« établissement qui exploite un centre hospitalier et qui garde une personne » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « à un autre » par les mots « dans l'installation maintenue par un autre établissement qui exploite un ».

c. P-41,
a. 27, mod.

275. L'article 27 de cette loi est modifié par le remplacement des première et deuxième lignes par ce qui suit :

Renseignements
sur
droits et
recours

« **27.** Tout établissement qui admet une personne en cure fermée doit l'informer par écrit, ».

c. P-41,
a. 29, mod.

276. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « dans un centre hospitalier ou un centre d'accueil » par les mots « pour un établissement ».

c. P-41,
a. 31, mod.

277. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « où une personne est admise » par les mots « qui a admis une personne ».

c. P-41,
a. 36, mod.

278. L'article 36 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne, après le mot « accueil », des mots « , de centres d'hébergement et de soins de longue durée, de centres de réadaptation ».

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

c. Q-2,
a. 93, mod.

279. L'article 93 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS

c. R-0.2,
a. 33, mod.

280. L'article 33 de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2) est modifié :

1° par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

Validité

« Lorsqu'une entente est conclue avec un établissement qui exploite un centre hospitalier au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), elle n'est valide que le trentième jour suivant son

dépôt auprès de la régie régionale à moins que celle-ci ne l'ait désavouée. » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

c. R-0.2,
a. 35, mod.

281. L'article 35 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par un établissement qui exploite » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « ce centre » par les mots « cet établissement ».

c. R-0.2,
a. 37, mod.

282. L'article 37 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 1.1° dans une installation maintenue par un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et qui exploite un centre de réadaptation ; ».

c. R-0.2,
a. 40, mod.

283. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit ou par une ressource de type familial au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ».

c. R-0.2,
a. 48.1,
mod.

284. L'article 48.1 de cette loi, édicté par l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1990, est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

2° par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « loi », de ce qui suit : « , le dossier d'une personne décédée visé au chapitre II du titre II de la partie I de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et détenu par un établissement au sens de cette loi ».

c. R-0.2,
a. 75, mod.

285. L'article 75 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « dans », des mots « l'installation maintenue par l'établissement qui exploite »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « d'un » par les mots « d'une installation maintenue par un établissement qui exploite un »;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par un établissement qui exploite »;

4° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « ce dernier » par les mots « cet établissement ».

c. R-0.2,
a. 76, mod.

286. L'article 76 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après les mots « d'un », des mots « établissement qui exploite un »;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « ce centre » par les mots « une installation maintenue par cet établissement ».

c. R-0.2,
a. 118, mod.

287. L'article 118 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « centre d'accueil » par les mots « établissement qui exploite un centre d'accueil ou un centre de réadaptation »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«centre
d'accueil»,
«centre de
réadaptation»

« Aux fins du deuxième alinéa, l'expression « centre d'accueil » a le sens que lui donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et l'expression « centre de réadaptation » a le sens que lui donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. ».

c. R-0.2,
a. 182, mod.

288. L'article 182 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par »;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne, de « (chapitre S-5) » par les mots « pour les autochtones cris et inuit ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ».

LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATIONS DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

c. R-8.2,
a. 1, mod.

289. L'article 1 de la Loi sur le régime de négociations des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du dernier alinéa, après le mot « loi », de ce qui suit : « , à l'exception de celui visé au deuxième alinéa de l'article 551, » ;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne du dernier alinéa, du mot « bénéficiaires » par le mot « usagers » ;

4° par le remplacement des deux dernières lignes du dernier alinéa par les mots « établissement au sens de cette loi. » ;

5° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Établis-
sement pour
autochtones
cris et
inuit

« Un établissement comprend également un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) et un établissement privé conventionné au sens de cette loi. ».

c. R-8.2,
a. 36, mod.

290. L'article 36 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « cinq » par le nombre « six » ;

2° par le remplacement des paragraphes 1° à 5° du troisième alinéa par les suivants :

« 1° les établissements publics qui exploitent un centre hospitalier et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux qui exploitent un centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de courte durée et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ;

« 2° les établissements publics qui exploitent un centre d'hébergement et de soins de longue durée et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux qui exploitent un centre hospitalier

de la classe des centres hospitaliers de soins de longue durée ainsi qu'un centre d'accueil de la classe des centres d'hébergement et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«3° les établissements publics qui exploitent un centre local de services communautaires et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux qui exploitent un centre local de services communautaires et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«4° les établissements publics qui exploitent un centre de réadaptation et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux qui exploitent un centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«5° les établissements qui exploitent un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux qui exploitent un centre de services sociaux et qui sont visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit;

«6° les établissements privés conventionnés visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et ceux visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit. ».

c. R-8.2,
annexe B,
mod.

291. L'annexe B de cette loi est modifiée à la section I :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 15°, après le mot « intérieur », du mot « de » par les mots « des installations maintenues par » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 17°, après le mot « intérieur », du mot « de » par les mots « des installations maintenues par » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 27°, du mot « bénéficiaires » par les mots « usagers visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou des bénéficiaires visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit » ;

4° par le remplacement, dans le paragraphe 29°, des mots « de l'établissement avec les bénéficiaires » par les mots « des installations maintenues par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives avec les usagers visés par cette loi ou à l'extérieur de l'établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit avec les bénéficiaires visés par cette loi ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

c. R-9,
a. 81, mod.

292. L'article 81 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), modifié par le paragraphe 18° de l'article 122 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du paragraphe *h*, après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

c. R-10,
annexe I,
mod.

293. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifiée par les décrets 1643-90 du 28 novembre 1990, 353-91 du 20 mars 1991, 1353-91 du 9 octobre 1991, 398-92 et 399-92 du 25 mars 1992 et 669-92 du 6 mai 1992, par l'article 56 du chapitre 42 des lois de 1990, par l'article 48 du chapitre 46 des lois de 1990, par l'article 77 du chapitre 87 des lois de 1990 et par l'article 30 du chapitre 14 des lois de 1991, est de nouveau modifiée par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, de l'alinéa suivant:

« les Régies régionales de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

c. R-10,
annexe II,
mod.

294. L'annexe II de cette loi, modifiée par le décret 399-92 du 25 mars 1992, par l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1991 et par l'article 63 du chapitre 77 des lois de 1991, est de nouveau modifiée au paragraphe 1:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne de l'alinéa commençant par les mots « des Conseils de la santé et des services sociaux », après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit »;

2° par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, de l'alinéa suivant:

« des établissements publics au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

c. R-10,
annexe
III.1,
mod.

295. L'annexe III.1 de cette loi est modifiée :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

2° par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant :

« les établissements publics et les régies régionales de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

c. R-12,
annexe IV.1,
mod.

296. L'annexe IV.1 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est modifiée :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa, après le mot « sociaux », des mots « pour les autochtones cris et inuit » ;

2° par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant :

« les établissements publics et les régies régionales de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

LOI SUR LES RÈGLEMENTS

c. R-18.1,
a. 3, mod.

297. L'article 3 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 3.1° aux projets de règlement ni aux règlements des établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), ni à ceux des régies régionales de la santé et des services sociaux instituées en vertu de cette loi ; » ;

2° par l'insertion, à la fin de la deuxième ligne du paragraphe 4°, des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

c. R-20,
a. 19, mod.

298. L'article 19 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), modifié par l'article 122 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement de la septième ligne du paragraphe 8° du premier alinéa par ce qui suit: « visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LE REMBOURSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS

c. R-20.1,
a. 1, mod.

299. L'article 1 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du sous-paragraphe ii du paragraphe c, après le mot « dans », de ce qui suit: « une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou situé dans »;

2° par l'addition, à la fin de la deuxième ligne du sous-paragraphe ii du paragraphe c, des mots « pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

c. S-2.1,
a. 1, mod.

300. L'article 1 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne de la définition de « centre hospitalier », après le mot « sociaux », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

2° par l'addition, à la fin de la définition de « centre local de services communautaires », de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit »;

3° par le remplacement des mots « département de santé communautaire » et de sa définition par ce qui suit:

«directeur
de la
santé
publique»

« « directeur de la santé publique » : un directeur de la santé publique au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives; »;

4° par l'insertion, après la définition de « rayonnement », de la définition suivante :

«régie
régionale»

« « régie régionale » : une régie régionale au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives; ».

c. S-2.1,
a. 33, mod.

301. L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du dernier alinéa, des mots « chef du département de santé communautaire du territoire dans lequel » par les mots « directeur de la santé publique de la région dans laquelle ».

c. S-2.1,
a. 37, mod.

302. L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, des mots « chef du département de santé communautaire du territoire ou » par les mots « directeur de la santé publique de la région où ».

c. S-2.1,
a. 51, mod.

303. L'article 51 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 10°, des mots « le département de santé communautaire » par les mots « la régie régionale » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 13°, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 78, mod.

304. L'article 78 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 12°, des mots « le département de santé communautaire » par les mots « la régie régionale ».

c. S-2.1,
a. 101, mod.

305. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 4°, des mots « chefs des départements de santé communautaire » par les mots « directeurs de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 107, mod.

306. L'article 107 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « centres hospitaliers où existe un département de santé communautaire » par les mots « régies régionales ».

c. S-2.1,
a. 109,
rempl.

Contrat
avec les
régies
régionales

307. L'article 109 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **109.** La Commission conclut avec chaque régie régionale un contrat aux termes duquel cette dernière s'engage à assurer les services nécessaires à la mise en application des programmes de santé au travail sur son territoire ou aux établissements ou catégories d'établissements qui y sont identifiés.

Autre
territoire

Toutefois, à la demande de la Commission, le ministre de la Santé et des Services sociaux peut permettre exceptionnellement qu'une régie régionale prenne pareils engagements à l'égard d'un territoire, autre que le sien, délimité dans le contrat.

Personne
responsable

Une régie régionale désigne, dans le contrat, toute personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires et qui dispense, parmi les services visés au premier alinéa, ceux que la régie régionale ne peut fournir elle-même; cette personne est liée par le contrat.

Contenu du
contrat

Le contrat doit être conforme aux dispositions du contrat type; il peut également prévoir les priorités en matière de santé au travail applicables au territoire ou aux établissements ou catégories d'établissements qui y sont identifiés.

Dépôt

Ce contrat est déposé par la régie régionale auprès du ministre de la Santé et des Services sociaux. ».

c. S-2.1,
a. 110,
rempl.

Budget

308. L'article 110 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **110.** La Commission établit chaque année un budget pour l'application du présent chapitre. Elle attribue une partie de ce budget à chaque régie régionale conformément au contrat intervenu avec cette dernière.

Adminis-
tration du
budget

La régie régionale s'assure que le budget qui lui est attribué sert exclusivement à rémunérer le personnel professionnel, technique et clérical qui rend les services prévus au contrat conclu en vertu de l'article 109, à l'exception des professionnels de la santé au sens de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29), et à couvrir les coûts reliés aux examens et analyses de même qu'à la fourniture de locaux et des équipements requis pour l'exécution de ces services, le tout conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, selon le cas. ».

c. S-2.1,
a. 113, mod.

309. L'article 113 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes de ce qui précède le paragraphe

1°, de « des contrats intervenus en vertu des articles 109 et 116 » par ce qui suit : « du contrat intervenu en vertu de l'article 109 ».

c. S-2.1,
a. 114, mod.

310. L'article 114 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 115, mod.

311. L'article 115 de cette loi est modifié au deuxième alinéa :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par une personne qui exploite » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 116, ab.

312. L'article 116 de cette loi est abrogé.

c. S-2.1,
a. 117,
remp.

313. L'article 117 de cette loi est remplacé par le suivant :

Responsable
des services
de santé

« **117.** Un médecin peut être nommé responsable des services de santé d'un établissement si sa demande d'exercer sa profession aux fins de l'application du présent chapitre a été acceptée, conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou, selon le cas, à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit, par une personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires et qui est désignée dans le contrat conclu en vertu de l'article 109. ».

c. S-2.1,
a. 118, mod.

314. L'article 118 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de la dernière ligne du premier alinéa par les mots « directeur de la santé publique » ;

2° par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 119, mod.

315. L'article 119 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 120, mod.

316. L'article 120 de cette loi est modifié au deuxième alinéa :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « un centre hospitalier où existe un département de santé communautaire » par les mots « une personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « il » par le mot « elle ».

c. S-2.1,
a. 122, mod.

317. L'article 122 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 123, mod.

318. L'article 123 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
titre, remp.

319. Le titre de la section IV du chapitre VIII de cette loi est remplacé par le suivant : « LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE ».

c. S-2.1,
a. 127, mod.

320. L'article 127 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

Directeur
de la
santé
publique

« **127.** Le directeur de la santé publique est responsable de la mise en application sur le territoire desservi par la régie régionale du contrat visé dans l'article 109; il doit notamment : »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° collaborer avec le comité d'examen des titres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et avec le conseil d'administration de la personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires pour l'étude des candidatures des médecins désirant oeuvrer dans le domaine de la médecine du travail conformément à la présente loi et à ses règlements et à la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et à ses règlements ou, selon le cas, à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit et à ses règlements; ».

c. S-2.1,
a. 128, mod.

321. L'article 128 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 129, mod.

322. L'article 129 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « selon » par ce qui suit: « conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et aux règlements adoptés en vertu de cette loi concernant le dossier d'un usager ou, selon le cas, conformément à »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « et les » par les mots « pour les autochtones cris et inuit et aux ».

c. S-2.1,
a. 130, mod.

323. L'article 130 de cette loi est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « au centre hospitalier ayant un département de santé communautaire sur le territoire duquel » par les mots « à la régie régionale de la région dans laquelle ».

c. S-2.1,
a. 131, mod.

324. L'article 131 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique »;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « du centre hospitalier » par les mots « de la régie régionale ».

c. S-2.1,
a. 132, mod.

325. L'article 132 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « du centre hospitalier » par les mots « de la régie régionale ».

c. S-2.1,
a. 133, mod.

326. L'article 133 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « le centre hospitalier » par les mots « la régie régionale ».

c. S-2.1,
a. 134, mod.

327. L'article 134 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes de ce qui précède le paragraphe 1°, des mots « au sein d'un centre hospitalier ou d'un » par les mots « à celui d'une personne qui exploite un centre hospitalier ou un »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, des mots « le centre hospitalier » par les mots « la régie régionale ».

c. S-2.1,
a. 135, mod.

328. L'article 135 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « au sein d'un centre hospitalier ou d'un » par les mots « à celui d'une personne qui exploite un centre hospitalier ou un ».

c. S-2.1,
a. 136, mod.

329. L'article 136 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « d'un centre hospitalier » par les mots « d'une régie régionale » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du dernier alinéa, des mots « au sein d'un centre hospitalier ou d'un » par les mots « à celui d'une personne qui exploite un centre hospitalier ou un ».

c. S-2.1,
a. 168, mod.

330. L'article 168 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la cinquième ligne, après le mot « dans », des mots « une installation maintenue par » ;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. S-2.1,
a. 183, mod.

331. L'article 183 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « chef du département de santé communautaire » par les mots « directeur de la santé publique ».

c. S-2.1,
a. 206, mod.

332. L'article 206 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 6°, des mots « le département de santé communautaire » par les mots « la régie régionale ».

LOI SUR LA SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS

c. S-3,
a. 32, mod.

333. L'article 32 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « centre hospitalier ou asile » par les mots « asile ou établissement qui exploite un centre hospitalier ».

c. S-3,
a. 39, mod.

334. L'article 39 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 3, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS

c. S-3.1,
a. 46.8,
mod.

335. L'article 46.8 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1°, du mot « à » par les mots « dans une installation maintenue par un établissement qui exploite » ;

2° par l'insertion, dans la cinquième ligne du paragraphe 1°, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

c. S-4.1,
a. 7, mod.

336. L'article 7 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 3° du premier alinéa, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. S-4.1,
a. 69, mod.

337. L'article 69 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot « sociaux », des mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

c. S-4.1,
a. 94, ab.

338. L'article 94 de cette loi est abrogé.

c. S-4.1,
a. 95, mod.

339. L'article 95 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots « , telle qu'elle se lisait à cette date ».

c. S-4.1,
a. 96, ab.

340. L'article 96 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

c. S-5,
a. 1.1, aj.

341. La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifiée par l'insertion, immédiatement avant l'article 2, du suivant :

Territoire
visé

« **1.1** Malgré toute disposition inconciliable de la présente loi, celle-ci s'applique dans la mesure où elle vise le territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James et le territoire du Conseil Kativik de la santé et des services sociaux et dans la mesure

où elle concerne le système pré-hospitalier d'urgence visé à la section VI.1. ».

c. S-5,
a. 149.5,
mod.

342. L'article 149.5 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « tout conseil régional » par les mots « toute régie régionale » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 4° du premier alinéa, après le mot « les », des mots « installations maintenues par les » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 4° du premier alinéa, des mots « le conseil régional » par les mots « la régie régionale » ;

4° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 5° du premier alinéa, après le mot « vers », des mots « une installation maintenue par » ;

5° par le remplacement du dernier alinéa par le suivant :

« régie
régionale »,
« établis-
sement »

« Pour l'application de la présente sous-section, l'expression « régie régionale » désigne une régie régionale instituée par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) et le mot « établissement » s'entend des établissements publics et privés conventionnés visés par cette loi. ».

c. S-5,
a. 149.6,
mod.

343. L'article 149.6 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 4°, après le mot « des », des mots « établissements qui exploitent les » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 5°, après les mots « d'urgence », du mot « des » par les mots « situées dans les installations maintenues par les établissements qui exploitent les ».

c. S-5,
a. 149.26,
mod.

344. L'article 149.26 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « régional », des mots « ou une régie régionale » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « conseil », des mots « ou cette régie » ;

3° par l'insertion, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa, après le mot « régional », des mots « ou la régie régionale »;

4° par l'insertion, dans la septième ligne du quatrième alinéa, après le mot « conseil », des mots « ou la régie, selon le cas »;

5° par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, des mots « ou la régie, selon le cas »;

6° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« régie
régionale »,
« établis-
sement »

« Pour l'application de la présente sous-section, l'expression « régie régionale » désigne une régie régionale instituée par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et le mot « établissement » désigne également un établissement visé par cette loi. ».

c. S-5,
a. 149.27,
mod.

345. L'article 149.27 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « régional », des mots « ou toute régie régionale »;

2° par l'insertion, dans la septième ligne, après le mot « régional », des mots « ou cette régie régionale ».

c. S-5,
a. 149.28,
mod.

346. L'article 149.28 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « global d'un conseil régional » par les mots « d'un conseil régional ou d'une régie régionale ».

c. S-5,
a. 149.29,
mod.

347. L'article 149.29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, des mots « pas au Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain ni à un conseil régional » par les mots « ni à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal Centre ni à une régie régionale ».

c. S-5,
a. 149.31,
mod.

348. L'article 149.31 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le chiffre « 177 », des mots « ou un établissement public ou un établissement privé conventionné visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives »;

2° par l'addition, à la fin de la cinquième ligne, des mots « ou une régie régionale ».

c. S-5,
a. 149.32,
mod.

349. L'article 149.32 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « à la Corporation, »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « à la Corporation, ».

c. S-5,
a. 149.32.1,
aj.

350. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 149.32, du suivant:

Système
d'urgence

« **149.32.1** Toute régie régionale reçoit et entend les plaintes relatives à des services constituant un système pré-hospitalier d'urgence requis ou fourni dans sa région.

Dispositions
applicables

Les articles 72 à 76 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives s'appliquent à de telles plaintes.

Commis-
saire aux
plaintes

Le commissaire aux plaintes nommé en vertu de l'article 60 de cette loi a, en outre des fonctions prévues à l'article 61 de celle-ci, celle d'examiner les plaintes d'une personne qui est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été transmises par la régie régionale. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 56 ainsi que les articles 57 à 62, 66 et 67 de cette même loi s'appliquent à ces plaintes. ».

c. S-5,
a. 149.33,
mod.

351. L'article 149.33 de cette loi est modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « l'article 7 de la présente loi » par ce qui suit: « malgré l'article 7 de la présente loi ou l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives »;

2° par l'addition, à la fin, de la phrase suivante: « Aux fins du présent alinéa, un établissement désigne également un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. ».

c. S-5,
a. 173.1,
mod.

352. L'article 173.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de « aux conseils régionaux et à la Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 178.1 » par les mots « et aux conseils régionaux ».

c. S-5,
a. 178.0.2,
mod.

353. L'article 178.0.2 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 66 des lois de 1990, est de nouveau modifié au deuxième alinéa:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de «, un établissement public ou la corporation visée dans l'article 178.1 » par les mots « ou un établissement public »;

2° par la suppression, dans les huitième et neuvième lignes, de ce qui suit: « ou de la corporation visée dans l'article 178.1 ».

c. S-5,
a. 178.0.3,
mod.

354. L'article 178.0.3 de cette loi, édicté par l'article 13 du chapitre 66 des lois de 1990, est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « les articles 178.0.2 et 178.1 » par ce qui suit: « l'article 178.0.2 »;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de « ou les emprunts de la corporation visée dans l'article 178.1, ».

c. S-5,
aa. 178.1
à 178.3, ab.

355. Les articles 178.1 à 178.3 de cette loi sont abrogés.

LOI SUR LA TRANSFORMATION DES PRODUITS MARINS

c. T-11.01,
a. 3, mod.

356. L'article 3 de la Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01) est modifié par l'addition, à la fin de la sixième ligne du premier alinéa, de ce qui suit: « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

c. V-1.1,
a. 41, mod.

357. L'article 41 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1), modifié par l'article 120 du chapitre 85 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe c du paragraphe 2°, de « (chapitre S-5) » par ce qui suit: « pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5), un établissement public ou une régie régionale au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ».

LOI SUR LES VILLAGES CRIS ET LE VILLAGE NASKAPI

c. V-5.1,
a. 42, mod.

358. L'article 42 de la Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1) est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « centres hospitaliers » par les mots « établissements qui exploitent un centre hospitalier ».

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

1987, c. 96,
a. 7, mod.

359. L'article 7 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « centre d'accueil » par ce qui suit : « une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou un centre d'accueil au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5) ».

1987, c. 96,
a. 22, mod.

360. L'article 22 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « un centre d'accueil » par ce qui suit : « une installation visée à l'article 7 ».

1987, c. 96,
a. 38, mod.

361. L'article 38 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 3° du premier alinéa, des mots « un centre d'accueil » par ce qui suit : « une installation visée à l'article 7 ».

1987, c. 96,
a. 39, mod.

362. L'article 39 de ce code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « du centre d'accueil, de l'établissement de détention ou » par ce qui suit : « de l'établissement visé à l'article 7, celui de l'établissement de détention ou celui ».

1987, c. 96,
a. 48, mod.

363. L'article 48 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « un centre d'accueil » par ce qui suit : « une installation visée à l'article 7 ».

LOI PROLONGEANT LE MANDAT DE CERTAINS ADMINISTRATEURS DES CONSEILS
RÉGIONAUX ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX

1991, c. 22,
ab.

364. La Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux (1991, chapitre 22) est abrogée.

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

1990, c. 55,
a. 1, mod.

365. L'article 1 de la Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique (1990, chapitre 55) est modifié par le remplacement, à la fin de la cinquième ligne, des mots « d'un » par les mots « d'une installation maintenue par un ».

1990, c. 55,
a. 2, remp.

366. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant :

c. P-35,
a. 5, mod.

«**2.** L'article 5 de cette loi, modifié par l'article 233 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « dans une installation maintenue par un établissement ou hors d'une installation maintenue par un établissement ou qui dirige un département de biologie médicale » par les mots « ou le chef d'un département ou d'un service responsable de la biologie médicale dans une installation maintenue par un établissement ».

1990, c. 55,
a. 6, mod.

367. L'article 6 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « ministre », des mots « , la régie régionale ».

1990, c. 55,
a. 10, remp.

368. L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant :

c. P-35,
a. 41, mod.

« **10.** L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « dont la demande de » par les mots « à qui un permis ou une modification de permis ou le ».

1990, c. 55,
a. 12, mod.

369. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Disposition
non appli-
cable

« Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard des examens faits dans une installation maintenue par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5). ».

LOI SUR LE CONSEIL MÉDICAL DU QUÉBEC

1991, c. 56,
a. 3, mod.

370. L'article 3 de la Loi sur le Conseil médical du Québec (1991, chapitre 56) est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe 4°, après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

1991, c. 56,
a. 17, mod.

371. L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe 1°, après le mot « sociaux », des mots « et modifiant diverses dispositions législatives ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL1991, c. 67,
a. 1, mod.

372. L'article 1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne de la définition de l'expression « administration hospitalière », après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

1991, c. 67,
a. 108, mod.

373. L'article 108 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 1° de la définition de l'expression « établissement de santé », après le mot « sociaux », de ce qui suit : « et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

LOI SUR LE CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE

1992, c. 8,
a. 1, texte
anglais,
mod.

374. Le texte anglais de l'article 1 de la Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être (1992, chapitre 8) est modifié par la suppression, dans la première ligne, du mot « medical ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Modifica-
tions au
texte
anglais

375. Le texte anglais de toute disposition législative est modifié par le remplacement, partout où il se trouve et en y effectuant les adaptations nécessaires, du mot « establishment » par le mot « institution », lorsque le mot « establishment » désigne un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (L.R.Q., chapitre S-5).

Modifica-
tions au
texte
anglais

Il en est de même du remplacement des mots « director general » par les mots « executive director », lorsque les mots « director general » désignent le directeur général d'un établissement visé par l'une ou l'autre de ces lois.

Disposition
non appli-
cable

376. L'article 9.0.3 de la Loi sur l'assurance-maladie, édicté par l'article 105, ne s'applique pas à une carte d'assurance-maladie délivrée avant le 15 octobre 1992 ou une date ultérieure déterminée par le gouvernement, tant qu'elle demeure valide.

Médecins
chercheurs
ou profes-
seurs

377. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 565 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42), une entente conclue en vertu du quatrième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29), tel qu'il se lisait avant d'être modifié par l'article 564 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou, à défaut d'une telle entente, le décret visé au sixième alinéa de cet article peut prévoir un nombre maximal de médecins chercheurs ou de médecins professeurs définis à l'entente ou au décret et auxquels la rémunération différente ne s'applique pas.

Comités de
révision

378. Les comités de révision constitués en vertu de l'article 41 de la Loi sur l'assurance-maladie continuent leur existence et sont réputés, à compter de l'entrée en vigueur de l'article 573 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, être des comités de révision constitués en vertu de l'article 41 de la Loi sur l'assurance-maladie, tel que remplacé par l'article 573 de cette loi.

Entrée en
vigueur

379. Le paragraphe 2° de l'article 577 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives entre en vigueur le 23 juin 1992.

Directeur
de la
protection
de la
jeunesse

Pour l'application du sixième alinéa de l'article 65 de la Loi sur l'assurance-maladie, édicté par ce paragraphe, le directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de services sociaux existant le 23 juin 1992 est réputé être jusqu'au (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 544 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42)*) le directeur de la protection de la jeunesse d'un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

Adoption
des règle-
ments

380. Le gouvernement ou la Régie, selon le cas, peut adopter, au plus tard le 31 décembre 1992, un règlement en vertu des paragraphes 1.1 et 1.2 du premier alinéa de l'article 69 de la Loi sur l'assurance-maladie, ou en vertu du paragraphe h du premier alinéa de l'article 72 de cette loi, même si ce règlement n'a pas fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1). Un tel règlement entre en vigueur, malgré l'article 17 de cette loi, à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Un tel règlement peut, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure au 23 juin 1992.

Prévisions
budgétaires

381. Pour l'application de l'article 24.2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, édicté par l'article 592 du chapitre 42 des lois de 1991, les prévisions budgétaires sont établies, pour la première année, en tenant compte des politiques gouvernementales relatives à la main-d'oeuvre médicale, soit la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine pour 1992-1993, 1993-1994 et 1994-1995 approuvée par le gouvernement ainsi que le décret 228-92 du 19 février 1992 concernant la détermination des postes de stagiaires disponibles dans les programmes de formation médicale postdoctorale pour 1992-1993. Elles doivent également tenir compte de l'évolution démographique, du vieillissement de la population, de l'étendue de la couverture des services et du contenu des ententes intervenues en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie.

Années
subsé-
quentes

Pour les années subséquentes, les prévisions budgétaires sont établies à partir de la base budgétaire ainsi obtenue.

Effet

382. Les paragraphes 2° et 3° de l'article 11 et les articles 15, 64 et 65 ont effet depuis le 4 septembre 1991.

Effet

383. L'article 13 a effet depuis le 24 février 1992.

Effet

384. Les articles 41 et 45 ont effet depuis le 14 mai 1992.

Contes-
tation
d'élection

385. L'article 66 a effet depuis le 18 décembre 1991. Une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue avant le 23 juin 1992 est formée au moyen d'une déclaration écrite déposée à la Commission des affaires sociales ou mise à la poste dans les 90 jours qui suivent cette date.

Paragraphe
en vigueur

À cette fin, le paragraphe 3° de l'article 137 est réputé en vigueur.

Effet

386. L'article 619.7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, édicté par l'article 68, a effet depuis le 4 septembre 1991.

Entrée en
vigueur

387. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement sauf celles des articles 1, 10 à 16, 21, 41 à 45, 53 à 55, 57, 58, 62 à 67, celles des articles 619.1, 619.5 à 619.7, 619.16, 619.17, 619.47 et 619.69 à 619.71 édictés par l'article 68 et celles du paragraphe 3° de l'article 101 et des articles 105, 111, 112, 115, 376, 377, 379, 380 et 382 à 386 qui entrent en vigueur le 23 juin 1992.